

**SÉBASTIEN FONTENELLE**

**MÊME PAS**

# **DRÔLE**

**PHILIPPE VAL**  
**DE CHARLIE HEBDO À SARKOZY**





MÊME PAS DRÔLE



SÉBASTIEN FONTENELLE

# MÊME PAS DRÔLE

PHILIPPE VAL, DE *CHARLIE HEBDO* À SARKOZY



LIBERTALIA

DÉJÀ PARUS DANS LA COLLECTION « À BOULETS ROUGES » :

RICARDO FLORES MAGÓN

*Propos d'un agitateur*

DES SANS-PAPIERS TÉMOIGNENT

*Feu au centre de rétention*

CARLOS MARIGHELA

*Manuel du guérillero urbain*

CLAUDE GUILLON

*La Terrorisation démocratique*

*« Il est intéressant de voir que l'intelligentsia se sent maintenant si à l'aise, qu'elle peut publier impunément de vrais mensonges qu'elle fabrique avec un style tout stalinien, en pensant, sans aucun doute avec raison, qu'elle est intouchable dans le climat actuel. »*

Noam Chomsky

*« Je n'ai pas changé. »*

Julio Iglesias





Ce sont les autres, qui ont changé. Pas Philippe Val, ancien patron de *Charlie Hebdo* devenu en mai 2009 le directeur de France Inter. Certains de ses anciens camarades ont basculé vers le côté obscur de la Force. Lui, pas. Lui, non. Lui est resté fidèle à ses opinions. À ses convictions.

C'est du moins ce qu'il soutient dans un essai paru au mois d'octobre 2008, et que son éditeur présente comme un « document exceptionnel [...] qui fera grand bruit\* » – sans qu'on sache cependant, comme le relèvera la journaliste Mona Chollet, « ce qu'il documente, exactement\*\* ».

Val écrit là, dès l'introduction, que « de l'anti-racisme à la lutte contre la peine de mort, le Front national et l'extrême droite catholique », il était, naguère, « en phase avec les positions, minoritaires, des intellectuels de gauche alors unanimes » – mais que, dès lors qu'il a ensuite « pris position publiquement pour une intervention au Kosovo en 1995\*\*\* »,

---

\* Philippe Val, *Reviens, Voltaire, ils sont devenus fous*, Grasset, 2008.

\*\* *Les Éditeurs*, La Découverte, 2009.

\*\*\* En fait, en 1999.

qu'il s'est « révolté contre la forme ambiguë que prenait, chez certains », et de son point de vue, « l'adhésion à la cause palestinienne », et qu'il s'est « engagé pour l'adoption de la Constitution européenne », ses « choix ont rencontré la réprobation d'une partie du milieu intellectuel et politique » – de gauche, donc – dont il était, jusqu'alors, « plutôt proche ».

Pourtant, affirme-t-il, « c'est le même attachement aux droits de l'homme » qui l'a, quant à lui, « fait protester contre la peine de mort dans les années 1970 », puis « soutenir en 2005 [...] le traité constitutionnel européen ». Et c'est « le même anti-racisme », qui le « fait haïr le Front national » et lui « rend insupportable le glissement de la critique de la politique israélienne à l'antisémitisme ».

Val est catégorique : « La démocratie a toujours été » son « échelle de valeurs », et sa « lutte », au fil des ans, « n'a pas changé ». Ce sont donc bien les autres – les anciens voisins d'engagement – qui ont « parfois » changé, devenant même, éventuellement, des « adversaires », dont le lecteur est invité à comprendre, par une simple déduction, qu'ils ne sont pas restés attachés aux droits de l'homme, eux; et que la démocratie n'est (malheureusement) plus leur échelle de valeurs.

Pour le dire autrement : les adversaires de Val sont aussi les adversaires de la démocratie. Pour le dire plus concisément : Val *est* la démocratie.

Dans la vraie vie, bien sûr : il a tout de même un peu évolué au fil des années. Le chansonnier libertaire qui moquait naguère les travers des puissants est devenu, au fur et à mesure de son réalignement sur quelques normes idéologiques de l'époque, « de plus en plus complaisant avec les classes dominantes, leurs médias, leurs intellectuels organiques\* » ou de proximité, « et de plus en plus hautain, méprisant, voire haineux à l'égard » de ses « adversaires » – le mot est de lui, on l'a dit – et de ses contradicteurs.

★

★      ★

En 1997, Val, patron de *Charlie Hebdo*, lit un livre qui le fait beaucoup rire : *Les Nouveaux Chiens de garde*\*\* . Son auteur, Serge Halimi, journaliste au

---

\* [www.lmsi.net](http://www.lmsi.net), mars 2006.

\*\* Serge Halimi, *Les Nouveaux Chiens de garde*, Liber-Raisons d'agir, 1997. Une nouvelle édition, actualisée et augmentée, a été publiée en 2005.

*Monde diplomatique*, démontre, preuves à l'appui, que « les médias français », qui se présentent si volontiers comme un contre-pouvoir, sont en réalité dominés « par un journalisme de révérence, par des groupes industriels et financiers, par une pensée de marché, par des réseaux de connivence ». Dès lors, explique-t-il, « dans un périmètre idéologique minuscule, se multiplient les informations oubliées, les intervenants permanents, les notoriétés indues, les affrontements factices, les services réciproques » – avec le navrant résultat qu'« un petit groupe de journalistes omniprésents », omniscients et omnipotents, « impose sa définition de l'information-marchandise » à toute une profession : « Ces appariteurs de l'ordre sont les nouveaux chiens de garde de notre système économique », conclut-il.

Val se délecte de cette charge contre ces journalistes qu'il considère quant à lui, et à très juste titre, comme des « perroquets du pouvoir\* » : loin de contester le cruel diagnostic de Serge Halimi, il raille, de bon cœur, les « BHL, Ockrent, Sinclair\*\* », qui, « voguant dans la même

---

\* *Charlie Hebdo*, 19 novembre 1997.

\*\* Il s'agit, on les aura reconnues, des journalistes Anne Sinclair, épouse de Dominique Strauss-Kahn, et Christine Ockrent, épouse de Bernard Kouchner.

croisière de milliardaires qui s’amusent », n’ont évidemment « aucune envie de voir tarir le fleuve de privilèges qui prend sa source dans leurs connivences ou leurs compromissions ». Certains passages du livre, souligne-t-il, sont à « hurler de rire » – comme les pages consacrées aux « amis de Bernard-Henri » Lévy, qu’il faut absolument se « lire à haute voix entre copains ».

Il est vrai qu’à l’époque, Val n’apprécie guère BHL. Il lui reproche, notamment, d’avoir osé comparer le sociologue Pierre Bourdieu à Le Pen, et le « désir d’Europe sociale » de la gauche de gauche au « refus nationaliste de l’Europe des lepénistes » : BHL, écrit alors Val, c’est « l’Aimé Jacquet de la pensée\* ».

Sous sa plume, cette référence au sélectionneur de l’équipe de France de football de l’époque est tout sauf un compliment : « contre le sport lui-même », il n’a « rien », certes – lui-même nage « presque tous les jours » et court « régulièrement\*\* » –, mais de son point de vue « le foot déchaîne les passions les plus stupides, les haines ethniques, territoriales, l’agressivité primitive »,

---

\* *Charlie Hebdo*, 27 mai 1998.

\*\* *Sport et vie*, septembre-octobre 1999.

et « condamne » plus généralement l'humanité « à une terrible régression\* ». Dans cette perspective, évidemment : être Aimé Jacquet représente un sort peu enviable.

Val ajoute, précisant sa pensée : « Vous remarquerez que nous avons en France une poignée de penseurs très médiatiques, Bernard-Henri Lévy, André Glucksmann, Alain Finkielkraut, André Comte-Sponville, etc. On les voit partout depuis vingt ans. Pourtant, ils n'ont pas forgé un seul concept philosophique. C'est louche, non? Ils regardent sans doute le foot, au lieu de forger des concepts\*\* ».

Et d'enfoncer encore le clou : « Tu peux me citer le concept inventé par BHL, ou par Glucksmann ou par Ferry ou par Comte-Sponville depuis trente ans qu'on se les farcit? Rien, rien. Tandis que Bourdieu, il travaille. Sartre, il a travaillé. Ils ont fait leur travail de philosophe. Foucault a travaillé sur la sexualité, sur le pouvoir [...]. Ce sont de vraies études, il y a un vrai travail, c'est toute la différence. Ce sont des créatifs. Les autres sont des animaux médiatiques assez doués, mais qui ne nous ont rien appris, rien, rien\*\*\*. »

---

\* Philippe Val, *Fin de siècle en solde*, Le Cherche Midi, 1999.

\*\* *Sport et vie*, article cité.

\*\*\* *L'Œil électrique*, octobre 1999.

Val est donc, à la fin des années 1990, un fervent supporteur de la critique radicale des médias, telle que la pratique Serge Halimi, en même temps qu'un sévère (mais juste) contempteur des « philosophes très médiatiques » en général, et de Bernard-Henri Lévy – « l' Aimé Jacquet de la pensée » – en particulier.

Dix ans plus tard, le même Val, impeccablement intégré au cercle des amis de BHL, chante « sa droiture, son immédiate disponibilité, sa loyauté [...], la facilité avec laquelle on peut travailler avec lui\* ». BHL, explique-t-il, « a toujours été du bon côté, depuis l'antistalinisme et l'antisouverainisme des années 1970, jusqu'à son engagement à gauche aux dernières élections\*\*, en passant par la Bosnie et l'Algérie de la guerre civile ». Du côté du Bien, donc.

Pudique, Val se garde bien de rappeler que lui-même, naguère, jugeait fort sévèrement ce philosophe, et préfère dénoncer « l'acharnement haineux » dont il serait « victime », et qui a quelque chose de très « louche », d'après lui.

« Acharnement haineux » : la formule pourrait presque s'appliquer au traitement que Val a

---

\* *Reviens, Voltaire, ils sont devenus fous, op. cit.*

\*\* Il s'agit de l'élection présidentielle de 2007.

réservé à Serge Halimi – en même temps qu’il changeait d’avis sur BHL.



En 1999, Val prend position publiquement, et fermement, en faveur d’une intervention de l’Otan au Kosovo – car, explique-t-il, « aucune autre solution n’est envisageable\* ». Si c’est lui qui le dit...

Il use, pour ce faire, d’un procédé qui désormais fondera de larges pans de sa production éditoriale, et d’une argumentation qui se résume ainsi, comme l’a souligné le journaliste Pierre Rimbert : « Tout opposant à la guerre serait au mieux un ennemi de la démocratie », et, « au pire, un nostalgique du III<sup>e</sup> Reich\*\*. »

Val propose d’abord une étrange expérience : « Lisons un journal, en remplaçant Kosovar par “Juif”. Les troupes de Milosevic organisent des pogroms, détruisent les villages, assassinent les

---

\* *Charlie Hebdo*, 14 avril 1999.

\*\* *La Vache folle*, juin 1999.



hommes, et contraignent à l'exode femmes et enfants juifs. Qu'est-ce qu'on fait, on intervient, ou pas? Ah, je sens un flottement, même parmi les pacifistes. À part les équivalents de Céline, de Drieu La Rochelle et des communistes solidaires du pacte germano-soviétique, on décide fermement qu'on ne peut pas laisser faire ça\* . »

Puis le message s'affine : tout refus de soutenir l'intervention de l'Otan relève, explique Val, d'un « antiaméricanisme » qui « sent le gaz », et qui relève à son tour de l'antisémitisme, puisqu'il y a – lumineux raisonnement – plus de Juifs aux États-Unis qu'en Israël. Variante : « Au sinistre “plutôt Hitler que Blum” » des années 1930 « répond, toutes proportions gardées », en 1999, « le non moins sinistre “plutôt Milosevic que Clinton”\*\* ».

Val se montre donc assez tranchant : quiconque est, sur la nécessité d'une intervention de l'Otan au Kosovo, d'un autre avis que lui est peu ou prou un antisémite. Toute personne qui douterait de la nécessité d'une telle guerre – laquelle, d'après l'OSCE, provoqua dans tout le Kosovo, cela vaut d'être mentionné, des tueries sommaires

---

\* *Charlie Hebdo*, 31 mars 1999.

\*\* *Charlie Hebdo*, 28 avril 1999.

et arbitraires : précisément le phénomène qu'elle prétendait faire cesser – est, « toutes proportions gardées », nostalgique de l'hitlérisme.

Plus généralement, le patron de *Charlie Hebdo* considère que « l'opinion française est travaillée par une sorte de racisme anti-américain auquel Bush sert de prétexte\* » – mais lorsque certains commentateurs estiment qu'il participe en 2008 à « une campagne antichinoise pour le boycott des Jeux olympiques » de Pékin, il répond, mari d'avoir été (si) mal compris, que « cette campagne n'était pas antichinoise du tout, elle était antitotalitaire, nuance\*\* ».

En substance : quand d'impudents gauchistes ont le front de protester contre le gouvernement des États-Unis, Val juge que c'est du racisme anti-américain. Mais quand lui-même proteste contre le gouvernement de la Chine populaire : ce n'est pas (du tout) du racisme antichinois. « Nuance »...

En 2000, Serge Halimi – auteur, trois ans plus tôt, on se le rappelle, du livre qui avait tant fait rire Val, *Les Nouveaux Chiens de garde* – cosigne dans *Le Monde diplomatique*, avec Dominique Vidal,

---

\* *Charlie Hebdo*, 25 octobre 2006.

\*\* *Charlie Hebdo*, 14 mai 2008.

un article\* démontrant, sur la foi d'informations précises et recoupées, qu'« un an après » son déclenchement, la « justification de la guerre menée par l'Otan » au Kosovo « a perdu beaucoup de sa crédibilité » – et avec elle la couverture médiatique, soi-disant « exemplaire », de cette opération. Les deux journalistes mentionnent notamment, dans le cours de leur article, que Val, très « à rebours des traditions satiriques libertaires et pacifistes de son hebdomadaire », a contribué à ce qu'ils appellent un véritable « conditionnement de l'opinion\*\* ».

L'intéressé, que hérisse manifestement ce simple rappel de son engagement belliciste, fustige alors, dans un éditorial rageur, les malotrus, et notamment ceux du *Monde diplomatique*, qui, « comme un essaim de frelons », vont le « diffamant\*\*\* ».

Serge Halimi lui répond : « Cher Philippe. Dans ton dernier édito, prétextant le fait que dans *Le Monde diplomatique* je te “dénonce comme suppôt de l'Otan”, tu m'associes à une campagne contre *Charlie* qui, selon toi, serait

---

\* « Chronique d'un génocide annoncé », par Serge Halimi et Dominique Vidal, *Le Monde diplomatique*, mars 2000.

\*\* Serge Halimi et Dominique Vidal, *L'Opinion, ça se travaille*, Agone, 2000.

\*\*\* *Charlie Hebdo*, 15 mars 2000.

conduite simultanément par Cavada, *France-Soir*, Vivendi, Axa, le Medef, *Le Monde* et j'en passe... Les nombreux lecteurs de *Charlie* qui ne lisent pas *Le Monde diplomatique* risquent de ne pas comprendre de quoi il s'agit et d'être très surpris de me trouver en compagnie de tels persécuteurs. Il me faut donc préciser, puisque tu ne l'as pas fait, que, dans un article détaillé revenant sur la guerre du Kosovo un an après, Dominique Vidal et moi avons cité un certain nombre d'analyses publiées il y a un an et qui, pour mobiliser l'opinion aux côtés de l'Otan, assimilaient les exactions et assassinats serbes au judéocide nazi. Au nombre des textes que nous rappelons, et que nous discutons preuves à l'appui dans *Le Monde diplomatique*, figure en effet un extrait de ton premier éditorial de *Charlie* sur la question. Je peux comprendre que ce rappel d'un article que tu as peut-être écrit à la hâte et sous le coup de l'émotion ne t'enthousiasme pas trop. Et je sais que parfois les blessures d'amour-propre sont douloureuses. Mais je m'explique moins le fait qu'un travail d'enquête et de raison m'expose tout à coup à devoir être amalgamé, dans *Charlie Hebdo*, au *Monde*, à Cavada ou au Medef. »

Mais cette réponse n'est d'aucun effet, car Val, comme le relèvera quelques années plus tard la journaliste Mona Chollet dans une heureuse formule, « fait une intolérance à la contradiction comme d'autres en font au gluten\* » – du moins est-ce la forte impression que donnent ses vigoureux anathèmes –, et va dès lors poursuivre Serge Halimi, qui a eu l'effronterie de le confronter à ses propres écrits, d'une rancœur tenace, invoquant au besoin – procédé éprouvé – la psychiatrie pour juger, par exemple, que « ses petits fusibles ont fondu\*\* ».

La critique radicale des médias, que Val trouvait naguère si ravissante, et qui le faisait tant rire, lui devient, à partir du moment où elle s'applique également à ce que lui-même écrit, insupportable – de sorte que, lorsqu'en 2003 des militants altermondialistes, et notamment ceux d'Attac, fondent à Paris un Observatoire des médias français (OFM), le patron de *Charlie Hebdo* pousse un long hurlement de fureur : « Après le flicage des prostituées, des jeunes, des magistrats, des immigrants et la fièvre répressive des journalistes, voici venir le flicage des journalistes », prévient-il\*\*\*.

---

\* *Les Éditeurs, op. cit.*

\*\* *Charlie Hebdo*, 24 décembre 2003.

\*\*\* *Idem.*

L'éventuelle mise en cause de certaines des pratiques en vigueur dans la presse française serait donc, telle qu'il l'envisage, de basse police : le temps est loin, décidément, où il dénonçait lui aussi, rieur et railleur, les multiples connivences et complaisances de l'éditocratie hexagonale.

De son point de vue, en effet : l'OFM prend son inspiration dans la « politique sécuritaire » du gouvernement – de droite – de l'époque, ainsi que – pour faire bonne mesure – dans le stalinisme.

D'où vient l'ire – brutale – de Val? Elle vient, notamment, et à s'en tenir à ses propres explications, de ce qu'« à aucun moment » il n'a « été informé de la création de cet observatoire », alors qu'il est « membre fondateur d'Attac ». Il précise, avec beaucoup de joliesse : « Il est vrai que je sens le gaz. » (Un peu comme, quelque temps auparavant, l'« antiaméricanisme » des « pacifistes » qui ne partageaient pas ses vues sur l'impérieuse nécessité d'une intervention de l'Otan au Kosovo.) Cela lui permet de conclure, par un saisissant raccourci : « Je comprends que l'on m'ait effacé de la photo de famille, selon le bon vieux principe auquel Staline a donné ses lettres de noblesse\* . »

---

\* *Idem.*

C'est donc énoncé assez distinctement : les fondateurs de l'OFM sont des staliniens, qui n'hésitent pas à retoucher leurs photos de groupe, comme cela se faisait naguère en URSS, où les dissidents, réels ou supposés, disparaissaient soudain de l'imagerie officielle. C'est du moins ce que Val, que nulle outrance ne semble alors pouvoir rebuter, raconte à ses lecteurs.

Surtout : Serge Halimi compte parmi les « initiateurs » de l'OFM – et cela, Val ne le tolère tout simplement pas.

Certes, ce journaliste a, quelques années plus tôt, « publié un texte » – il s'agit de son livre *Les Nouveaux Chiens de garde* – dont le patron de *Charlie Hebdo* reconnaît – pas moyen de faire autrement – qu'il l'avait « pris pour l'expression d'une saine colère » : on se rappelle qu'il l'avait, même, ovationné. Mais son avis sur l'auteur a, depuis, changé du tout au tout : la « colère » de Serge Halimi « s'est transformée en obsession malade », diagnostique le docteur Val.

Quel crime a donc commis le journaliste du *Monde diplomatique* – en sus de ses irrespectueux commentaires sur l'engagement de nombreux éditocrates en faveur d'une intervention de l'Otan

au Kosovo? « Sur le modèle des feuilles d'extrême droite des années 1930, il a fondé un journal – *PLPL (Pour lire pas lu)* – dont il rédige, sans les signer, la plupart des articles », explique Val, qui ajoute : « Le malheureux s'est mis à se vautrer dans la dénonciation, usant de procédés révélant une déchéance morale qui fait pitié, venant d'un garçon si prometteur\* . »

Très remonté, Val considère, notamment, que « la Corée du Nord » semble être « un modèle de démocratie » pour Serge Halimi, à qui il reproche aussi d'avoir, suprême insolence, critiqué le journal *Le Monde*, principal actionnaire de son employeur : « À sa place, pour échapper au destin lamentable de parasite dans la charpente, j'aurais démissionné du groupe *Le Monde* afin de m'exprimer librement. Mais chacun sa merde et sa conception du métier\*\* . »

Outre que « ses petits fusibles ont fondu », qu'il est sous l'emprise d'une « obsession malade » et qu'il a sombré dans une pitoyable « déchéance morale »

---

\* *Idem.*

\*\* Coïncidence : quatre jours plus tôt, dans le quotidien *Libération*, Bernard-Henri Lévy a quant à lui déploré « la façon contraire à toutes les règles du métier dont » Serge Halimi « traite les éminences » du *Monde*. Les grands esprits se rencontrent...



– foi d’expert-psychiatre –, Serge Halimi est donc, aussi, un héritier de la presse d’extrême droite des années 1930 : Val, bien décidé à purger la critique des médias de ce « parasite », exige donc que l’OFM dénonce ses « méthodes », puis le somme de s’excuser « clairement » – ou de quitter l’observatoire...

Jacques Nikonoff, alors président d’Attac, lui adresse quelques jours plus tard ce droit de réponse : « Dans son éditorial “La presse a besoin de flics” publié dans le numéro de *Charlie Hebdo* du 24 décembre 2003, Philippe Val se livre à une critique virulente de l’Observatoire français des médias (OFM) et d’Attac qui en est un des quelque cinquante membres fondateurs. Utilisant la première personne du pluriel de majesté pour se référer à “nos amis d’Attac” qui, selon lui, s’inspireraient de la démarche du ministre de l’Intérieur, Philippe Val ne craint pas d’utiliser des méthodes d’intimidation et d’attaques *ad hominem* – réellement policières, elles – pour stigmatiser une association dont les activités n’avaient pas commencé à la date de publication de son article. Une frappe préventive en quelque sorte... Contrairement à ce que prétend Philippe Val, Attac n’est pas à l’origine du projet de création de l’Observatoire français des médias. Si

Attac a décidé d'en être un des membres fondateurs, c'est parce que l'objet de l'OFM correspond à nos propres réflexions : "Produire et communiquer de l'information, ainsi que mener des actions de tout ordre en vue de promouvoir et garantir le droit à l'information." Sans les surestimer, et une nouvelle fois contrairement à ce que prétend Philippe Val, nous ne méconnaissions pas les tensions qui peuvent parfois exister dans les grands organes de presse entre les rédactions et les représentants de leurs actionnaires.

Philippe Val se prévaut de sa qualité de membre fondateur d'Attac pour s'étonner de ne pas avoir été informé de la création de l'OFM. Il est effectivement grand temps qu'il se souvienne de l'existence de notre association : c'est en effet l'un des seuls membres fondateurs à ne jamais avoir acquitté sa cotisation depuis la création d'Attac en 1998. Au point qu'il ne dispose même pas de numéro d'adhérent ! Bien que, dans toute association, le non-paiement de la cotisation constitue un motif automatique de suspension d'appartenance, nous avons conservé le nom de Philippe Val sur nos listes : nous n'avons pas, nous, une culture de l'exclusion... Quant à l'information qu'il se plaint de ne pas avoir reçue, elle

est pourtant publique : les relevés des décisions du conseil d'administration et du bureau d'Attac sont en permanence disponibles sur le site de l'association. Si Philippe Val l'avait consulté [...], il aurait pu apprendre que le bureau du 16 septembre 2003, dans son point 8 de l'ordre du jour, avait pris la délibération suivante : “Le bureau décide de faire adhérer Attac, en tant que membre fondateur [...].”

Dans la conclusion de son éditorial, Philippe Val somme l'OFM de dénoncer publiquement, voire d'exclure certains membres, faute de quoi, lui, Philippe Val, demandera que son nom ne figure plus sur la liste des fondateurs d'Attac. En d'autres termes, il exige que, au sein de l'OFM, notre association joue le rôle de procureur, voire, pour reprendre sa terminologie, de « flic », si elle entend conserver le privilège de compter le rédacteur en chef de *Charlie* dans ses rangs. Imaginer un tel scénario déconsidère son auteur et fait injure à Attac.

À l'OFM comme dans les autres structures et collectifs dont Attac fait partie, notre représentant ne se déterminera pas à partir des fatwas lancées de l'extérieur, mais en fonction du travail effectué, dont il rendra régulièrement compte aux instances

élues de l'association. Nous regrettons que Philippe Val n'ait pas adopté la même démarche, celle, semble-t-il, de tout journaliste respectueux de ses lecteurs : juger, mais sur pièces ; critiquer, mais à partir de faits avérés et non de procès d'intention. »

Ce droit de réponse est éclairant, pour ce qu'il rétablit d'une vérité quelque peu malmenée par Val. Contrairement à ce que celui-ci affirme, ce n'est pas parce qu'il sentirait « le gaz » – c'est plutôt sous sa plume, on l'a vu, que se trouvent de tels arguments – qu'il n'a pas été informé de l'adhésion d'Attac à l'Observatoire français des médias, mais parce qu'il néglige de s'intéresser à la vie de l'association dont il est – en effet – l'un des fondateurs. Ce n'est pas tout à fait la même chose, mais cette occultation de ce qui ressemble assez à de la désinvolture lui permet de se poser en victime d'un nouveau stalinisme totalement imaginaire. Surtout : l'OFM, contrairement, là encore, à ce qu'il affirme, ne prétend (bien sûr) pas fliquer les journalistes – mais « garantir le droit à l'information ». Cet objectif devrait *a priori* ravir tout patron de presse, surtout s'il présente la défense de la démocratie comme le fil rouge de son engagement. Mais Val, plutôt que de s'investir

dans cette entreprise, préfère réclamer que l'Observatoire soit promptement *purgé* de qui n'aurait pas l'heur de lui plaire – et de qui aurait commis l'impardonnable crime de lèse-Val d'émettre, sur le sujet par exemple du Kosovo, une opinion *dissidente* : curieuse conception du pluralisme.

Serge Halimi, de son côté, réagissant au même éditorial que le président d'Attac, fait à son tour ce droit de réponse : « Depuis que Philippe Val et moi avons défendu des orientations opposées au moment de la guerre de l'Otan au Kosovo, les sujets de désaccord entre nous se sont multipliés. Nos divergences portent désormais sur : Noam Chomsky, la critique des médias et de l'impérialisme, Attac, l'“extrême gauche”, le Proche-Orient, “l'antiaméricanisme”, etc. Je n'aurais été ni étonné ni choqué par un éditorial (de Philippe Val) analysant, vigoureusement mais honnêtement, l'antipathie que lui inspire une “gauche de gauche” qui a eu l'audace de se dispenser de ses conseils. C'est malheureusement de tout autre chose qu'il s'agit avec (son) article du 24 décembre, qui mélange à dessein, en vue de me confondre, des analyses politiques qu'il désapprouve et des citations de *PLPL* qui s'inscrivent dans la tradition de la satire et du pamphlet.

J'aurais pu trouver dérisoire qu'une conscience morale aussi pénétrée de sa propre importance que celle de Philippe Val intervienne auprès de [...] la direction d'Attac pour obtenir (d'elle) que l'Observatoire des médias français me "dénonce publiquement", me "demande de m'excuser clairement" ou m'exclue, conformément, si j'ai bien compris, au combat que le rédacteur en chef de *Charlie Hebdo* a engagé contre la délation publique.

J'aurais pu trouver désopilant que le patron d'un hebdomadaire qui se proclame héritier de *Hara Kiri* me chapitre, tel un vieux curé, pour des formulations que *PLPL*, journal de bénévoles auquel je participe (sans en être ni "le fondateur" ni l'auteur "de la plupart des articles"), emploie à l'encontre de plusieurs barons des médias. La distance et l'humour semblent échapper (à Val) sitôt que lui-même ou ses très puissants amis journalistes en sont les cibles.

J'aurais pu trouver distrayant que l'éditorial de Philippe Val, tissé de citations tronquées ou inventées, me reproche de "citer mes phrases (celles de Philippe Val) en les tronquant". J'aimerais d'ailleurs que vous retrouviez celles dans lesquelles j'assimilerais la Corée du Nord à

un “modèle de démocratie” et exprimerais mon souhait d’une alliance avec les “islamistes”...

Quatre jours avant le texte de Philippe Val, Bernard-Henri Lévy s’est livré à une charge identique contre moi en employant le même type de procédés (*Libération*, 20 décembre 2003). Leur reprise dans *Charlie Hebdo* m’interdit, par respect pour vos lecteurs, de juger l’affaire dérisoire, désopilante ou distrayante. D’autant que non content de les induire en erreur – ce genre de choses doit comporter quelques précédents – Philippe Val mobilise aussi contre moi ses compétences de psychiatre : “obsession malade”, “déchéance morale qui fait pitié”. Je n’ai pas perçu dans ces formulations – ou dans celle de “machine à délation morbide” réservée à l’Observatoire des médias – un mode d’humour quelconque. Et j’éviterai de mon côté la facilité consistant à rapprocher ce style très médical (maladie, déchéance, morbide) du langage “des feuilles d’extrême droite des années 1930”. Philippe Val n’étant pas plus historien que psychiatre, seule sa méconnaissance de cette presse peut expliquer qu’il y compare *PLPL*, un bimestriel satirique à peu près aussi proche de l’extrême droite antisémite que *Charlie Hebdo* l’est des fidèles de Mgr Lefèbvre.

En vérité, (Val) est bien conscient de tous ces trucages, tout comme les autres membres et collaborateurs de (*Charlie Hebdo*). J'espère que ces derniers auront du moins la liberté de faire part de leur sentiment dans vos colonnes sans encourir de sanction. Il est hélas permis d'en douter puisque, évoquant mes rapports conflictuels avec *Le Monde*, Philippe Val suggère que j'aurais dû "démissionner" du *Monde diplomatique* avant de critiquer l'actionnaire principal de mon employeur. Pour reprendre sa formule, cela m'aurait évité le "destin lamentable de parasite dans la charpente". En somme, tu te tais ou tu prends la porte...

Je me demande, au total, de quelle dignité peut encore se prévaloir un éditorialiste qui réserve ses mises au pilori les plus venimeuses à des gens dont il sait d'avance qu'ils ne disposent pas de grands médias pour répondre aux attaques dont ils sont l'objet. »

Ce courrier est lui aussi édifiant, pour ce qu'il révèle, par exemple, d'une frappante proximité (de tournure) d'esprit, qui désormais ira crescendo, entre Val et Bernard-Henri Lévy. Pour ce qu'il montre, surtout, des « trucages » auxquels se



livre Val – et plus généralement des procédés, peu glorieux, qu’il prétend détecter chez ses adversaires, quitte à les imaginer, mais dont lui-même fait parfois un usage immodéré. « Faites ce que je dis, pas ce que je fais » pourrait en de tels cas être sa devise : nous le vérifierons plus d’une fois\*.

On sait, au moins depuis l’affaire dite « des caricatures de Mahomet » – nous y reviendrons –, l’indéfectible attachement de Val à la liberté de la presse, et plus généralement à la liberté d’expression. Mais cette liberté, on l’aura compris, est, dans la conception qu’il s’en fait, de géométrie variable, suivant qu’elle s’applique à qui pense dans le droit chemin, ou à qui a l’exceptionnelle arrogance de raisonner trop à l’écart, comme le montre, notamment, son vif regret que Serge Halimi n’ait pas démissionné, avant de s’autoriser à moquer l’actionnaire principal de son employeur.

---

\* Val, répondant à son tour – et fort longuement – à ce droit de réponse dans les pages de son hebdomadaire, écrira, sans rire, que son éditorial du 24 décembre 2003 n’était pas « un règlement de comptes » avec Serge Halimi, et qu’il n’a aucunement « demandé à l’Observatoire des médias de [...] dénoncer » le journaliste du *Monde diplomatique*, mais bien plutôt de dénoncer ses « méthodes » : cela, en effet, change tout. Val ajoutera que la « confusion entre la dénonciation des personnes et la dénonciation des méthodes est précisément l’un des points qui » le « séparent de Serge Halimi ». Le lecteur est invité à comprendre que Val, lui, ne lance jamais d’attaques *ad hominem* : on le vérifiera plusieurs fois dans ces pages.

De fait : fort de sa relative impunité – puisqu’effectivement les gens qu’il attaque disposent rarement d’un grand média où se défendre –, Val continue, imperturbablement, à invectiver les fondateurs de l’OFM, sans plus aucune retenue.

Dans un premier temps, il recycle à l’antenne de France Inter, le 27 décembre 2003, son éditorial vengeur paru trois jours plus tôt dans *Charlie Hebdo*, sous la forme, cette fois-ci, d’une chronique où se confirme que sa « “cible principale”, voire exclusive, est Serge Halimi\* », qu’il traite, à nouveau (et une fois encore avec des mots qui, dits par d’autres, lui évoqueraient certainement certains titres particuliers de la presse des années 1930), de « rongeur dans la charpente qui l’abrite »...

Après quoi, peu après, au mois de janvier 2004, et toujours à l’antenne de la station dont il prendra cinq ans plus tard la direction avec le bienveillant aval de Nicolas Sarkozy, il dispense, pour les auditeurs, une nouvelle leçon de philosophie, mélangée, cette fois-ci, de larges tranches de pure calomnie.

Il commence par expliquer, sur le ton de la moquerie et par un saisissant raccourci, que

---

\* Alain Thorens et Henri Maler, « Val recycle son éditorial purificateur sur France Inter », [www.acrimed.org](http://www.acrimed.org), 14 février 2004.

« Platon a inventé les vraies valeurs » que sont « l'ordre, l'obéissance et le respect du patron ». Puis il ajoute que « le bonheur du pauvre, selon (Platon), consiste à se connaître lui-même, alors que le bonheur du riche consiste à connaître les Seychelles ». Val, qui a sur la philosophie en général – et ici sur celle de Platon – des vues non moins surplombantes que celles de Bernard-Henri Lévy (ex-« Aimé Jacquet de la pensée »), en tire cette (seule) conclusion (possible) : « Platon n'est ni de gauche ni de droite, et les philosophes du bonheur qui se réclament de lui sont très nombreux. »

Pourquoi ce clownesque préambule ?

Parce que, dans la nombreuse foule de ceux qu'il regarde comme de tardifs émules de Platon, Val « relève les noms de Staline, Hitler, Pol Pot, l'ayatollah Khomeiny, Mao Tsé-toung, Fidel Castro, ainsi que ceux de leurs admirateurs de l'*Observatoire français des médias*\* ».

L'audacieux chroniqueur le proclame donc haut et fort, toute honte bue, toute pudeur oubliée, à l'antenne d'une radio de service public où nul n'a, il est vrai, l'incorrection de le confronter à ses divagations : les fondateurs et adhérents de

---

\* C'est moi qui souligne.

l'OFM sont des « admirateurs » d'Hitler. Bien évidemment – on est un peu navré d'avoir à le souligner : rien, dans la vraie vie, ne permet de leur imputer cette infamie.

Mais Val, lorsqu'il s'agit d'instruire le procès en hitlérisme de qui pense différemment de lui, s'affranchit très facilement, et sans le moindre état d'âme, de la réalité : l'essentiel étant que cela ne l'empêche pas de dispenser des leçons de déontologie du journalisme, et de jurer de son attachement viscéral au respect – scrupuleux – des faits.

★

★      ★

Pour Val, en effet : le « petit monde » des journalistes est « partagé » en deux parties bien distinctes. C'est du moins ce qu'il théorise, au mois de janvier 2009 à l'antenne de France Inter, non plus, cette fois, dans le cadre de ses propres chroniques hebdomadaires, mais dans celui, feutré, de l'émission de l'animateur Yves Calvi, où il vient faire la promotion d'un recueil de ces chroniques,

« publié en partenariat avec France Inter\* » : on n'est jamais si bien servi que par soi-même – sauf, peut-être, lorsqu'on est fort aimablement traité par ses pairs en éditocratie.

Val décrète donc, dans le cours de ce confraternel entretien, qu'il y a en France deux catégories de journalistes. La première est celle des rigoureux professionnels, pétris d'éthique, dont « la scène primitive, si on peut dire » – et on peut – est « la Seconde Guerre mondiale, Auschwitz, etc. », et dont le « modèle de journalisme [...] est Albert Londres » – c'est-à-dire « celui qui rapporte quelque chose de la réalité ». Un journalisme des hauteurs, attaché aux « faits », et, Val le répète, à « la réalité », mais qui, pour autant, c'est là tout son génie, ne s'interdit pas « éventuellement, de l'analyse, bien sûr ».

Bien sûr aussi : Val, dont chacun a pu vérifier l'attachement aux faits et à la réalité lorsque par exemple il a présenté les gens de l'Observatoire des médias français en admirateurs d'Adolf Hitler, se compte – c'est induit – au nombre de ces excellents journalistes.

---

\* Yves Rebours, « Philippe Val, héritier d'Albert Londres », Acrimed, 23 janvier 2009.

L'autre catégorie, beaucoup moins reluisante, est celle « des journalistes qui arrivent maintenant », et dont Val suggère qu'ils méconnaissent – dans le meilleur des cas – la Shoah, puisque leur « scène primitive » à eux : « C'est le conflit israélo-palestinien, ce n'est pas la Seconde Guerre mondiale. » Ces tristes personnages ont de surcroît pour modèle, non plus Albert Londres (et sa religion des faits vrais), mais « la critique des médias », et plus précisément « Halimi-Schneidermann » – c'est-à-dire Serge Halimi, le « rongeur », et le journaliste Daniel Schneidermann, chroniqueur à *Libération* et fondateur, sur Internet, du site @arrêt sur images, dont chacun est invité à supposer qu'ils s'affranchissent plus facilement que leurs aînés du respect de la réalité. Cela, pour Val – ce basculement de Londres à Schneidermann : « C'est une catastrophe. » Pour – au moins – trois raisons.

Première raison : « On a beaucoup de mal à parler » entre bons et mauvais journalistes. Se désole le patron de *Charlie Hebdo*, qui ne semble pas du tout envisager que sa propre propension à traiter ses contradicteurs de nazis n'est pas forcément le signe qu'il bout d'entamer avec eux un quelconque dialogue.

Deuxième raison : « Les opinions », chez les mauvais journalistes, « se font à partir d'opinions » – alors qu'elles se font, chez les authentiques professionnels, à partir des faits, et de la réalité. Dans la vraie vie, redisons-le, cette dichotomie est moins affirmée : Serge Halimi, que Val tient pour l'une des figures emblématiques de la nullité journalistique, se fonde sur des faits – des éditoriaux passés à la postérité – pour montrer que celui-ci a quelque peu forcé le trait lorsqu'il s'est porté au soutien de l'intervention de l'Otan au Kosovo ; alors que Val se fonde sur sa seule créativité – il est vrai prolix –, et par exemple sur une imaginaire admiration pour le totalitarisme nord-coréen, lorsqu'il portraiture Serge Halimi en suppôt des tyrannies.

Troisième raison, et non la moindre, puisque le sujet, on le verra, a le don de le faire sortir de ses gonds : « Il y a beaucoup de » mauvais « journalistes qui font leur métier devant Internet », et Val trouve ce glissement, qu'il ne documente pas (il est vrai aussi que son complice Calvi ne le lui demande pas), « absolument incestueux ». (Et plus incestueux, assurément, que ne serait par exemple la présentation et la promotion, à l'antenne de

France Inter, par un collaborateur de France Inter, d'un livre d'un autre collaborateur de France Inter, édité en partenariat avec France Inter.)

En résumé, comme l'ont fort bien résumé les animateurs de l'association Acrimed, « Philippe Val, de la génération inspirée par Auschwitz, s'insurge contre les journalistes » de la génération inspirée « par le conflit israélo-palestinien (et on devine avec quel parti pris) », qui de leur côté « ont donc (?) choisi pour modèle... la critique des médias façon “Halimi-Schneidermann”, et font par conséquent (?) leur métier devant Internet\* » : la démonstration ébouriffe.

★

★      ★

On l'aura deviné : Val n'aime pas tellement Internet. Il n'aime pas beaucoup, non plus, et par voie de conséquence, les internautes.

Cela remonte, d'après Mona Chollet, au – triste – jour de janvier 2001 où il est tombé,

---

\* « Philippe Val, héritier d'Albert Londres », article cité.



après que son ordinateur venait « d’être raccordé au réseau\* », sur un article du site Uzine – aujourd’hui disparu – qui décortiquait « sans pitié » sa « mauvaise foi ». Découvrant l’ampleur de l’offense, Val est entré « dans une rage folle », explique encore Mona Chollet – un peu comme si la liberté d’expression, pour essentielle qu’elle soit au bon fonctionnement de la démocratie, ne devait tout de même pas être employée à critiquer la prose d’un éditocrate qui se présente volontiers comme l’un de ses plus intransigeants défenseurs.

Quinze jours plus tard, Val offre au monde – qui n’en peut mais –, sous la forme d’un éditorial d’anthologie, un puissant manifeste d’où ressort que les internautes sont, eux aussi, des ennemis de la démocratie, car en effet, « à part ceux qui » n’utilisent Internet « que pour bander, gagner en Bourse et échanger du courrier électronique », demande-t-il, « qui est prêt à dépenser de l’argent à fonds perdus pour avoir son petit site personnel? »

Réponse : « Des tarés, des maniaques, des fanatiques, des mégalomanes, des paranoïaques, des nazis, des délateurs, qui trouvent là un moyen de diffuser mondialement leurs délires, leurs haines

---

\* *Les Éditoocrates, op. cit.*

et leurs obsessions\*. » Val poursuit, retrouvant le fil de ses plus hardis amalgames : « Internet, c'est la Kommandantur du monde néolibéral. C'est là où, sans preuve, anonymement, sous pseudonyme, on diffame, on fait naître des rumeurs, on dénonce sans aucun contrôle et en toute impunité. » (Cette description – « on diffame, on fait naître des rumeurs, on dénonce sans aucun contrôle et en toute impunité » – évoque irrésistiblement, notons-le au passage, ce que serait, par exemple, la production d'un éditorialiste qui aurait pris le pli d'intenter, « sans preuve », des procès en hitlérisme à ses contradicteurs.)

Et de conclure, en historien avisé : « Vivre sous l'Occupation devait être un cauchemar. On pouvait se faire arrêter à tout moment sur dénonciation d'un voisin qui avait envoyé une lettre anonyme à la Gestapo. Internet offre à tous les collabos de la planète la jouissance impunie de faire payer aux autres leur impuissance et leur médiocrité. C'est la réalité inespérée d'un rêve pour toutes les dictatures de l'avenir. »

« Kommandantur », « Occupation », « Gestapo », « collabos » : ces mots sont importants.

---

\* *Charlie Hebdo*, 17 janvier 2001.

Méticuleusement choisis dans un registre qu'il affectionne particulièrement, et qui le ramène avec insistance aux années 1930 et 1940, ils font d'Internet une espèce de néonazisme – et de Val, bien évidemment, un héros de la Résistance.

On sait que dans la vraie vie, le Net, où la dissidence trouve presque toujours un peu d'espace, si restreint soit-il, pour s'exprimer, incommode plutôt les dictatures – et par exemple le Parti communiste chinois –, et leur inspire surtout de l'aversion : mais Val tient absolument à faire des internautes des monstres d'un nouveau genre – étant bien entendu que lui-même, ne serait-ce que par contraste avec les horreurs qu'il décrit, porte un humanisme raffiné, où l'on chercherait en vain le moindre signe d'une quelconque envie de diffamer ou de dénoncer sans aucun contrôle et en toute impunité.

Au mois de février 2007, l'éditeur Guy Birenbaum met en ligne, sur son blog, l'enregistrement d'une conférence publique du fameux éditocrate multicarte Alain Duhamel, où celui-ci confesse qu'il votera pour François Bayrou quelques semaines plus tard, à l'élection présidentielle – aveu dont la révélation lui vaudra

d'être évincé des plateaux de France 2, où ses prêches en défense des dogmes dominants n'ont jamais suscité le moindre haussement de sourcil, mais où l'on fera soudain mine de considérer cet engagement électoral comme trop voyant, car il est bon de rire, parfois.

Val, quant à lui, a une certaine affection pour Duhamel : il est, de son point de vue, « amusant », il « fait partie des bons intervieweurs », il est « tenace » et « pugnace\* ». (De surcroît : il présente l'incontestable qualité de n'être pas de la pénible génération des nouveaux journalistes, oublieux d'Auschwitz, dont le modèle, catastrophique, est la critique radicale des médias.)

Val ne trouve nullement gênant que Duhamel ait révélé son intention de vote, et profite de l'occasion pour préciser qu'il ne trouve pas non plus dérangeant qu'une journaliste-vedette de la télévision publique – Béatrice Schönberg, présentatrice du journal de 20 heures de France 2, en l'occurrence – soit, à la ville, l'épouse d'un ministre du gouvernement qui contrôle France Télévision, car, après tout, explique-t-il : « Hannah Arendt couchait avec Heidegger, et elle n'était pas inscrite

---

\* *Charlie Hebdo*, 21 février 2007.

au parti nazi pour autant. » Chacun appréciera, à sa juste valeur, l'extrême délicatesse de la comparaison – en même temps que ce qu'elle montre, ou confirme, d'un imaginaire où, décidément, le nazisme occupe une place considérable. Chacun observera, aussi, que l'époque où Val moquait – sans pitié – les connivences et complaisances des « Ockrent, Sinclair », qui étaient, elles aussi, présentatrices-vedettes mariées avec des ministres, est bel et bien révolue.

Surtout : le directeur de *Charlie Hebdo* profite de l'aubaine pour rappeler que certains internautes sont, d'après lui, des collaborateurs – tardifs – du régime hitlérien, puisqu'en diffusant l'enregistrement de la conférence de Duhamel, « Guy Birenbaum », écrit-il, « a fait jouer à l'Internet un de ses rôles favoris : la Kommandantur pour tous. »

Val, qui fait métier de vendre des mots, semble ignorer obstinément qu'ils ont un sens. (Ou peut-être le sait-il, après tout : auquel cas il aurait délibérément fait le choix de ne pas s'en formaliser lorsqu'il écrit.) « Kommandantur », par exemple, dont il fait un emploi immodéré lorsqu'il attaque Internet, renvoie très distinctement, très symboliquement, vers les temps, point si anciens, et

auxquels un journaliste (Albert) londonien de la génération inspirée par la Seconde Guerre mondiale et par Auschwitz devrait tout de même éviter d'appliquer trop d'insigne légèreté, où la règle n'était pas l'éviction d'un («tenace» et «pugnace») éditocrate de centre-droit, mais bien plutôt, et plus systématiquement, la torture, l'assassinat, la déportation, le crime. Contre l'humanité.

L'un de ces mots, en somme, qui n'ont rien d'anodin, et avec lesquels on ne joue pas – sous peine de galvauder la réalité qu'ils définissent. Mais en insinuant que Guy Birenbaum serait quelque chose comme un Feldgendarme, Val jongle, précisément, avec des réalités qui le dépassent, et de très loin – car il se trouve que l'on a cher payé, naguère, dans la famille de cet éditeur, le droit, pour un insatiable amateur d'amalgames, de le salir aujourd'hui par des imputations infamantes.

Un an plus tard, en 2008, Val, poursuivant une croisade où l'on pourrait (avec un peu de mauvais esprit) entrevoir l'esquisse d'une fixation, tire prétexte d'un – terrifiant – billet niant l'existence du virus du sida, publié sur un blog hébergé par le site d'information Mediapart, pour déclarer, sur France Inter, on a vu déjà que c'était l'une

de ses plus intimes convictions, que « les journalistes s’informent désormais davantage sur la Toile qu’en mettant le nez dans le monde réel ». (Diatribes assez ridicules, au demeurant, puisque bien évidemment aucun journaliste ne s’est, que l’on sache, inspiré de ce blog pour produire un article reprenant ses conclusions.)

Un journaliste de Mediapart, François Bonnet, lui répond, en lui rappelant que le contenu des blogs hébergés sur le site n’engage pas sa rédaction, qui est du reste intervenue « à plusieurs reprises », information parfaitement exacte, pour condamner, sans la moindre ambiguïté, le billet niant l’existence du virus. François Bonnet rappelle que, très vite, « la rédaction de Mediapart et bon nombre d’abonnés » au site, par leurs commentaires, « sont venus rappeler à la raison » le blogueur incriminé, par « une sorte de pédagogie active » qui éclairait « l’ineptie » de son propos.

Et de conclure : « Philippe Val décide aujourd’hui de “passer au Kärcher” Mediapart. C’est son droit. C’est notre devoir de lui répondre quand il divague et valdingue sur les chemins de l’amalgame » et de « l’à peu près\* ».

---

\* François Bonnet, «Valdingue», [mediapart.fr](http://mediapart.fr), 5 septembre 2008.

Val n'est pas exactement isolé, dans sa fustigation d'Internet : d'autres éditocrates, et non des moindres, partagent sa détestation. Alain Duhamel, justement, déplore ainsi, quant à lui, que « la Toile » ait « imposé son règne » – celui d'une « information sauvage, du journalisme barbare, de la traque totale », qui « vise et touche indifféremment coupables et innocents, politiques et citoyens\* ». Quand l'un – Val – proclame que les internautes sont (notamment) « des nazis », l'autre – Duhamel – répond que les internautes sont des barbares.

Bien sûr : les tares, rédhibitoires, que les éditocrates prêtent au Net existent ailleurs, et notamment dans la presse traditionnelle. Quand le patron de *Charlie Hebdo*, expert ès amalgames, stigmatise l'ensemble des internautes au fallacieux prétexte que certains d'entre eux sont effectivement des fanatiques, il fait exactement ce que dénonce son compère Duhamel : il vise, et touche, indifféremment, coupables et innocents – et devrait s'en émouvoir, puisqu'on trouve aussi, sur Internet, les sites de personnalités qu'il tient pour admirables, et dont nul ne saurait déceimment supposer qu'elles ne sont là que « pour bander »

---

\* *Libération*, 17 septembre 2009.



ou « pour gagner en Bourse ». Comme celui, par exemple, de son ami Bernard-Henri Lévy.

D'où vient alors cette haine? Une explication possible est que le Net est l'endroit où les gens que Val et ses pairs accablent (dans tous les sens du terme), et qui ne disposent pas de grands médias – ou de médias tout court – pour se défendre, peuvent désormais répondre en temps réel à ces attaques, sans la moindre censure, et sans craindre, par exemple, qu'on oublie sottement, ce sont des choses qui arrivent, de porter leurs droits de réponse à la connaissance du public.

Plus généralement, Internet est l'endroit où chacun peut librement contredire l'éditocratie, et pointer, le cas échéant, ses errements : c'est dire l'ampleur de la menace qu'il représente pour son magistère.

★  
★      ★

Le site d'information Bakchich, par exemple, n'a guère ménagé, depuis sa création, le patron

de *Charlie Hebdo*, puis de France Inter – usant contre lui du ton offensif dont lui-même s’est fait, depuis tant d’années, une spécialité.

Cela ne pouvait bien sûr pas rester impuni : dans son essai *Reviens, Voltaire, ils sont devenus fous*, paru à l’automne 2008, Val, très posément, amalgame donc Bakchich à *Je suis partout*, infecte publication des années 1930 et 1940, antisémite et collaborationniste. Pour atterrant qu’il soit, le procédé, sous sa plume, ne présente aucun caractère de nouveauté : quelques années auparavant, il a déjà comparé, on se le rappelle, le bimestriel *PLPL* aux publications d’extrême droite des années 1930. Val est ainsi constitué, on l’aura désormais compris, que sa défense, lorsque d’irrespectueux confrères le confrontent à ses propres limites, se résume, souvent, à une convocation du spectre du fascisme.

Il persiste et signe, le mardi 28 octobre 2008, à l’antenne d’une radio privée – RMC – où des animateurs lui font remarquer que sa comparaison « entre Bakchich et *Je suis partout*, [...] journal collabo et antisémite » est peut-être un peu outrancière : « Bakchich, oui, c’est un site extrêmement médiocre, qui se permet d’écrire des choses sur

les gens, [...] sans preuves, de répercuter des rumeurs », répond-il. L'éditorialiste qui jamais, quant à lui, ne se permet, on l'a vérifié, d'écrire des choses sur les gens sans preuves, assume donc pleinement son propos, et ne conteste pas du tout avoir comparé Bakchich à un torchon qui appelait à la haine antisémite et au meurtre. Le journaliste Nicolas Beau, fondateur du site, juge alors que « cette comparaison est insultante et inadmissible » et qu'elle « n'entre pas dans le cadre normal du débat public ».

Val s'en offusque : « Je trouve incroyable que des gens qui m'ont traîné dans la boue pendant des mois puissent m'attaquer en justice lorsque j'ose le signaler dans mon livre\* », explique-t-il. Et en effet, on l'a dit : Bakchich n'a pas été tendre avec le patron de *Charlie Hebdo*. Mais lui-même, on le sait, s'affranchit aisément de toute retenue, lorsqu'il tance la dissidence. En somme : quand Val distribue des amalgames à ses contradicteurs, ses imputations relèvent du simple – et sain – débat démocratique. Mais quand Bakchich s'étonne de ses procédés : c'est de la « merde ». Curieuse conception de l'échange, qui explique

---

\* Lepost.fr, 31 octobre 2008.

sans doute, au moins en partie, pourquoi il a du mal à « parler » avec les journalistes de la génération qui a trop oublié Albert Londres.

Au cas précis, le problème vient de ce que nulle part il ne signale, dans son livre, contrairement à ce qu'il prétend, que Bakchich l'a maintes fois critiqué, non sans virulence. (La mention de ces critiques l'obligerait sans doute à y répondre, autrement que par des accusations de collaborationnisme ou d'antisémitisme. Et cela, on l'a vu, n'entre guère dans ses habitudes, quand il est tellement plus commode de s'éviter toute véritable discussion, tout véritable débat, en « anathémisant » ses interlocuteurs.)

Val, au reste, n'est tout de même pas complètement à l'aise, lorsque vient le moment d'assumer sa comparaison entre Bakchich et *Je suis partout* – et donne presque l'impression d'être conscient d'avoir poussé le bouchon un peu loin.

En novembre 2008, il fait la promotion de son livre à la télévision, dans l'émission qu'anime Laurent Ruquier le samedi soir sur France 2 : « On n'est pas couchés ». Vers la fin de sa prestation, l'un de ses interlocuteurs, le journaliste Éric Zemmour, lui fait justement grief, sans trop

d'aménité, d'user dans cet ouvrage, comme souvent, de quelques raccourcis pesants, et d'avoir notamment trouvé *Je suis partout* comme « point de comparaison » pour attaquer « le site Bakchich ».

Val se défend alors d'avoir pensé à mal : quand il compare Bakchich avec *Je suis partout*, il ne s'agit bien sûr pas du tout, assure-t-il, de l'infecte feuille collaborationniste des années 1940, mais, bien évidemment, « du journal *Je suis partout* dans les années 1930 », qui, par définition, « ne pouvait pas » encore « être collabo » – mais qui tout de même était, précise-t-il, « un journal de rumeurs qui poussait les gens au suicide en colportant des saloperies », de sorte que la comparaison reste assez peu flatteuse. Et Val d'insister, devant des millions de téléspectateurs : « Je dis “des années 1930”, dans le livre ».

Le problème est que ce n'est tout simplement pas vrai. Dans le livre, comme il dit, Val écrit, au détour des pages qu'il consacre à divers sites d'information : « Ne parlons même pas de Bakchich, qui adapte sur Internet les méthodes glorieuses de *Je suis partout*. » Point final. Nulle part il ne précise, contrairement à ce qu'il affirmera ensuite dans sa réponse à Éric Zemmour, qu'il s'agirait du *Je suis partout* des années 1930 : son lectorat

peut donc librement supposer – probablement est-ce le but recherché – qu’il fait bel et bien référence à l’immonde feuille où Brasillach appelait, sous l’Occupation, au meurtre des Juifs.

Récapitulons : les animateurs de l’Observatoire français des médias sont des admirateurs de Staline, Hitler, Pol Pot (liste non exhaustive) ; Guy Birenbaum fait du Net une Kommandantur ; Bakchich vaut *Je suis partout*, publication pronazie, etc.

S’additionnant, ces diverses considérations dessinent un paysage où la critique des médias apparaît, non plus pour ce qu’elle est, mais pour une attaque contre la démocratie. Ce n’est pas rien.

La vérité oblige cependant à dire que Val a une autre corde à son arc lorsqu’il décoche des flèches contre les mauvais journalistes – et internautes, le cas échéant : quand il ne leur impute pas des pulsions totalitaires, il les peint en idiots utiles du grand patronat, retrouvant, pour l’occasion, des accents quasi insurrectionnels.

★

★

★

Au mois de juillet 2006, s'engageant – mais cet engagement ne va tout de même pas jusqu'à interrompre l'échange de publicités entre les deux publications –, Val dénonce le renvoi de Serge July, patron historique de *Libération*, par Édouard de Rothschild, nouveau propriétaire du quotidien. Il explique, en substance, que les salariés de *Libé* auraient dû se mettre en grève, pour protester contre cette éviction – de la même façon qu'ils s'étaient mis en grève quelque temps auparavant pour sauver leurs propres emplois, quand le même July leur avait annoncé – à regret – qu'il était dans l'obligation de procéder à un plan social. (Annonce qui, soulignons-le au passage, n'avait nullement ému Val, qui par conséquent n'avait pas jugé utile de produire un éditorial exhortant July à se mettre en grève, par solidarité avec les salariés qu'il s'apprêtait à virer.)

La conception que Val se fait des rapports entre les salariés d'une entreprise de presse et leur actionnaire principal varie donc grandement, suivant qu'elle s'applique au *Monde diplomatique* ou à *Libération*. En effet, quand un journaliste du *Monde diplomatique* critique son actionnaire – *Le Monde* – Val considère, on l'a vu, que l'effronté

« parasite » devrait démissionner plutôt que de se vautrer dans sa « déchéance morale ». Mais quand l'actionnaire de *Libération* se sépare de July, Val estime que les journalistes de *Libération* devraient critiquer cet actionnaire, au lieu de démissionner. Comprenez qui pourra.

« Les salariés de *Libé*, à une époque récente, n'avaient pas hésité à faire une grève assez dure pour empêcher la sortie de plusieurs numéros\* », explique Val. Mais c'était « pour obtenir des conditions de départ » satisfaisantes dans le cadre du plan social décidé par July. « Cette fois c'est du garant de l'identité du journal qu'il s'agit » : les mêmes salariés du quotidien estiment donc « qu'il n'y a pas de quoi fouetter un ours », ironise l'éditorialiste, remonté à bloc.

À aucun moment, donc, Val n'envisage, par exemple, que ces salariés, qu'il dépeint comme une plèbe égoïste, puissent avoir un peu de mal à se mobiliser en faveur d'un homme qui a procédé à des licenciements pour satisfaire son actionnaire, quand cet actionnaire, sourd au chant des sirènes du sentimentalisme, le congédie finalement.

---

\* *Charlie Hebdo*, 12 juillet 2006.



Val préfère insulter les journalistes de *Libération* qui, en guise de protestation contre l'éviction de July, se sont contentés, déplore-t-il, de publier, à la une, « un texte glacé et glaçant qui prend acte » de cette éviction. Val écrit : « Outre le style de commissaire politique du communiqué, les formules de politesse minimales vis-à-vis de Serge July faisaient apparaître que l'abyssale stupidité stalinienne et la barbarie stylistique qui la précède toujours avaient remonté leur petit mur de Berlin au sein de la rédaction ».

Poids des mots, choc des amalgames : les salariés de *Libération*, outre qu'ils ont de son point de vue fait la preuve de leur stupidité et de leur barbarie, sont des staliniens. Héros de la Résistance, l'éditocrate courageux n'en finit jamais de terrasser les totalitarismes.

Fort de ce préambule tout en délicatesse, Val, considérant que « les sujets graves » – et le mur de Berlin en est un, en effet – « n'interdisent pas le badinage », livre alors à son lectorat « une petite remarque en badinant », et en passant. Cette remarque, nouvelle résurgence d'un souci désormais classique de disqualifier qui ne pense pas comme lui, est que « De Gaulle et Bourdieu

ont un point commun : ces deux montagnes ont accouché de pauvres souris. Leurs héritiers sont minuscules. Chirac et Sarkozy pour l'homme du 18 juin. Les critiques radicaux des médias pour l'homme de *La Misère du monde*\* ». Par ces quelques mots, l'intransigent démocrate bascule de la défense de July, autre éditocrate – on n'est jamais si à l'aise qu'entre soi – à la stigmatisation, coutumière sous sa plume, des critiques radicaux des médias, qu'il assimile à des rongeurs – des « petites souris bourdieusiennes », écrit-il – en des termes qui, employés par d'autres, leur vaudraient peut-être, qui sait, un prompt rappel qu'un tel vocabulaire renvoie aux heures les plus sombres de notre histoire.

Ces « rongeurs », explique-t-il, « devraient se poser quelques questions », puisque « parmi » leurs « cibles privilégiées », on trouve notamment July, que Rothschild a congédié. Première conclusion, évidente : « Il semblerait qu'il y ait eu une merveilleuse alliance de fait entre nos purs révolutionnaires » – les critiques radicaux des médias, donc – « et les représentants du grand capital, comme Rothschild, Lagardère ou Dassault. Ils ont les mêmes ennemis,

---

\* *Idem.*

et ont merveilleusement collaboré, pour en venir à bout ». C'est donc énoncé nettement : les mauvais journalistes, ces « rongeurs », ont de nouveau *collaboré* – cette fois-ci avec le grand capital.

Nouvelle conclusion, non moins évidente : « Au fond, la “critique radicale des médias” héritée de Bourdieu est une reproduction émouvante des symbioses observées dans la nature, tel le petit rémora, qui vit en bonne entente avec le grand requin blanc et le débarrasse de ses parasites\* . »

Deux insignifiants détails échappent ici à la sagacité de Val, et donc à son lectorat, dont l'information n'est plus forcément aussi complète qu'aux temps bénis du journalisme, respectueux des faits et de la réalité, d'Albert Londres. Le premier est que Rothschild, Lagardère et Dassault figurent eux aussi, et à des places fort éminentes, parmi les « cibles privilégiées » de la critique radicale des médias, pour la simple et bonne raison qu'ils sont, avec d'autres, les vivantes incarnations de la proximité entre le monde des affaires et le journalisme, porteuse de tant de dérives, que dénonce précisément cette critique. Le second est que Rothschild a remplacé July, à

---

\* *Idem.*

la tête de *Libération*, par un nouveau directeur, Laurent Joffrin, qui est, lui aussi, et sans doute plus encore que n'était son prédécesseur, une des « cibles » favorites des critiques radicaux des médias. En sorte que la démonstration de Val a finalement ceci de très particulier qu'elle ne démontre absolument rien, sinon, de nouveau, son exceptionnelle propension à instruire des procès d'intention.

Au reste, on ne se refait pas, et après les avoir traités de collaborateurs du grand capital, et de rongeurs, et de rémoras, Val, renouant avec une recette éprouvée et comme pour se consoler de leur avoir pour une fois épargné ses traditionnelles accusations de fanatisme, portraiture pour finir ces critiques, ironiquement qualifiés de « purs idéalistes », en disciples de « Castro, Kim Jong-il et Chavez » – procédé qui lui permet, au passage, d'amalgamer aussi le président vénézuélien socialiste Hugo Chavez (lequel est, nous y reviendrons, l'une de ses bêtes noires) et le dictateur communiste nord-coréen Kim Jong-il.

Ces amalgames et raccourcis ont aussi pour fonction, on l'aura compris, d'établir que Val, de son côté, loin de « merveilleusement » collaborer avec les

grands requins blancs du capital – comme font, dans la réalité parallèle où s’inscrit sa production éditoriale, les contempteurs du capitalisme –, leur résiste, au contraire, avec la même détermination et le même courage qu’il met à résister à l’hitlérisme, soixante ans après la fin de la Seconde Guerre mondiale.

Problème : une étude un peu attentive de ses apparitions publiques montre qu’il a, dans la vraie vie, moins de répugnance à frayer avec les squales de la finance, qu’avec les petits rémoras du *Monde diplomatique*.



Reçu le 30 août 2007 à l’université d’été du Medef – le patronat français –, où on lui a confié le soin – consécration en éditocratie – de coanimer un « atelier » sur « la liberté d’expression », Val, ravi, déclare : « Je me sens parfaitement bien au Medef et je suis content d’y avoir été invité. » Seule ombre au tableau : un impertinent journaliste du bimestriel *Le Plan B* (ex-*PLPL*), Olivier Cyran,

qui se trouve être un ancien salarié de *Charlie Hebdo*, a réussi à se glisser dans l'assistance, et à lui poser des questions moins cauteleuses que celles auxquelles est habituée cette prestigieuse assemblée. Quelques jours plus tard, Val venge l'affront dans un éditorial rageur qui vaut d'être cité un peu longuement.

Il écrit : « À la fin de la table ronde à laquelle je participais à l'université d'été du Medef, alors que je terminais sur le problème que posait l'appropriation des moyens d'information par des industriels qui, comme Bouygues, Lagardère ou Dassault, passent des marchés avec l'État, une remarque a fusé, sèche : "Maintenant que tu es invité au Medef, tu te gardes bien de parler de l'appropriation des moyens d'information par les marchands d'armes"...\* » (Val est drôle, parfois.)

L'éditorialiste a identifié l'inopportun questionneur qui ne l'avait manifestement pas bien écouté : « Quelle ne fut pas ma surprise de reconnaître [...] mon ami Olivier Cyran [...]. Toujours en forme, discrètement bronzé, il m'aboya quelques questions qui contenaient déjà les réponses, dans le genre "maintenant que tu es vendu au patronat,

---

\* *Charlie Hebdo*, 12 septembre 2007.

est-ce que tu ne crois pas que tu es vendu au patronat...?» » (Olivier Cyran est, on l'aura noté, un chien, qui aboie, plutôt qu'il ne parle...)

Val poursuit, et se laisse – comme souvent – rattraper par l'espèce de pérenne fascination qu'exercent sur lui les années 1940 et l'Occupation : « Au cœur de la forteresse ennemie, on peut comprendre qu'il ait été un peu agressif et mal à l'aise, comme a dû l'être Jean Moulin quand il a pénétré dans les locaux de la Gestapo à Lyon. » Et de fustiger l'irrespectueux journaliste en délateur : « Je veux rendre hommage à Cyran, qui, depuis des années, consacre une grande partie de sa vie à surveiller mes dérives et à les dénoncer sur Internet dans des sites qui sauvent le monde en publiant des listes de traîtres. » Et de conclure, poétique, en déplorant que des gauchistes le poursuivent jusque dans les toilettes du Medef...

Olivier Cyran, taquin, répond – rétablissant quelques vérités\* : « Cher Philippe. [...] Non, je ne consacre pas “une grande partie de ma vie à surveiller tes dérives et à les dénoncer sur Internet”. D'abord parce que je n'écris que pour des journaux de la presse écrite (dont le contenu, il est

---

\* *Le Plan B*, octobre 2007.

vrai, se retrouve parfois ensuite sur Internet, mais rassure-toi : ce passage par la “Kommandantur” ne me rapporte aucun jambon au marché noir). [...] Pour tous ceux qui ont cessé depuis longtemps de lire ton journal (c’est mon cas), il est difficile hélas d’ignorer tes prestations publiques à la télé, dans les radios, au Medef [...], qui toutes concourent à un travail idéologique que j’estime hautement nocif : invoquer l’appartenance à “la gauche” pour dépouiller celle-ci des pieds à la tête. [...] Tu mènes ta croisade avec une fougue si hargneuse, un tel mépris pour les faits et des arguments si consternants de vanité (la rage du converti?) qu’elle ne peut que susciter l’intérêt, voire la fascination : cette surenchère [...] assaisonnée d’impertinence n’est pas anodine dans l’époque de régression où nous vivons.

À ce propos, la fable selon laquelle tu serais traqué par une meute de Khmers rouges qui te poursuivraient jusque dans les pissotières du Medef (mais où vas-tu chercher tout ça?) ne manque pas de sel, venant d’un éditorialiste qui consacre la meilleure partie de son temps à traîner dans la boue les altermondialistes, les critiques des médias, les pro-Palestiniens, les pacifistes, Chomsky [...].



Les faits, maintenant. Au cours de ton intervention à l'université d'été du Medef [...] tu as évoqué le "devoir de vérité" qui incomberait aux "démocrates", en l'occurrence les patrons et toi-même, par opposition aux "petits voyous" qui vous portent la contradiction. Or tu t'acquittes bien mal de ce devoir. Contrairement à la facétieuse version que tu en donnes dans ton édito, ta prestation n'a fait que poliment effleurer la question pourtant cruciale de l'appropriation des médias par les industriels. Comme tu le sais, et comme le prouve l'enregistrement que nous avons réalisé, l'essentiel de ton propos portait sur la loi Gayssot, le négationnisme et les carences de l'enseignement philosophique et littéraire [...]. De surcroît, et contrairement à ce que tu laisses entendre, la question que j'ai posée à l'issue du "débat" portait principalement sur les problèmes de liberté d'expression au sein des entreprises, sujet totalement occulté à la tribune, et la caution que tu offrais par ta présence à Laurence Parisot, elle aussi championne autoproclamée de la liberté d'expression [...]\*

---

\* Olivier Cyran produit, à l'appui de cette démonstration, une transcription, mot à mot, de sa question à Val, et de la réponse que lui a fait ce dernier.

Je conçois que le “devoir de vérité” est parfois bien encombrant lorsqu’il s’agit de tenir table égale avec les décideurs [...]. Je conçois également qu’il est plus facile de réduire toute opposition politique à une affaire personnelle, voire à une pathologie, comme tu le fais systématiquement dès que tu es en difficulté. [...] La tranche horaire de ta conférence était [...] bien matinale, ce qui peut expliquer tes troubles de mémoire [...]. Cordialement, Olivier Cyran. »

Réalité : 1.

Val : 0.

Mais rien n’interdit de tenter à nouveau sa chance.

★

★      ★

Denis Robert est journaliste. Il a passé beaucoup de temps à enquêter sur une chambre de compensation luxembourgeoise, Clearstream, qu’il regarde comme une « boîte noire<sup>\*</sup> » de la

---

<sup>\*</sup> Denis Robert, *La Boîte noire*, Les Arènes, 2002.

mondialisation financière. Au fil des ans, incommodés par ses investigations, les dirigeants de Clearstream ont lancé contre lui une véritable guerre judiciaire, multipliant les procédures, les plaintes, les poursuites, les procès. Rien de véritablement nouveau : cette méthode, parce qu'elle les oblige à engager de coûteux frais pour leur défense, est de longue date une arme contre les journalistes trop curieux. Comme l'a fort justement souligné l'avocat Richard Malka, spécialiste du droit de la presse, que nous retrouverons bientôt : « La censure aujourd'hui n'est plus judiciaire, ni politique. Elle est purement économique\* . »

Signe de cette efficacité : Denis Robert lui-même annonce au mois de juin 2008 qu'il renonce, et s'en explique sur son blog\*\*, dans un communiqué qui vaut d'être cité un peu longuement, pour ce qu'il révèle de sa détresse. Il écrit notamment : « Je jette l'éponge. C'est une victoire de Clearstream, de ses avocats, de ses juristes, de ses dirigeants, des banquiers de son conseil d'administration. [...] Je ne pensais pas en arriver à cette extrémité. À ce K.-O., je n'imaginai pas subir ce harcèlement

---

\* François Maliet, « Finance sacrée ! », *CQFD*, mars 2007.

\*\* [Ladominationdumonde.blogspot.com](http://Ladominationdumonde.blogspot.com) : Denis Robert a cessé d'alimenter ce blog en 2008.

et cette entreprise de déstabilisation. Je suis entré dans un cercle vicieux : plus Clearstream m'attaque plus je me défends, plus je me défends plus je prends de risques. En premier lieu celui d'être taxé d'obsessionnel. Ce que je ne suis pas. [...] Nous avons remporté de belles victoires, repoussé plusieurs dizaines d'assauts de banques russes, luxembourgeoises ou de Clearstream devant les tribunaux français, belges, canadiens, suisses et même à Gibraltar. Mais ce n'est plus possible. [...] J'ai l'impression d'être plus poursuivi et sanctionné en écrivant sur la délinquance financière que si je faisais l'apologie du nazisme ou du viol de la vie privée. Au bout d'un moment, cela n'a plus de sens, sinon celui de donner du travail à l'avocat et aux juristes de Clearstream. [...] Voilà, messieurs, vous allez gagner du temps. C'est la dernière fois que vous aurez à lire mes réflexions. Comment dites-vous, déjà? "Obsédé, falsificateur, conspirationniste..." Je suis las de lire ces mensonges à longueur d'assignations. Vous voulez me détruire et me ruiner. Vous vous servez de tout ce qui traîne pour me faire une sale réputation. Peut-être y parviendrez-vous. Peut-être pas. Vous vouliez que je me taise. Je me tais. [...] »

L'avocat de Clearstream dont parle Denis Robert s'appelle Richard Malka. Il est aussi – dans l'affaire, notamment, des caricatures de Mahomet – l'avocat de *Charlie Hebdo* et de Val, et un défenseur passionné de la liberté d'expression.

Comment Val, autre héraut de cette liberté, appréhende-t-il quant à lui cet écart où un esprit un peu malin pourrait apercevoir éventuellement l'ébauche d'une contradiction? Le mieux du monde, à en croire l'éditorial qu'il produit le 25 juin 2008.

Ce jour-là, très en forme, très en verve, Val s'en prend à Denis Robert – qui vient, on l'a dit, de renoncer à poursuivre ses investigations sur Clearstream – avec une particulière brutalité : le tir sur ambulance est une discipline qui exige de la fermeté. Val rapporte d'abord que Richard Malka, son avocat et ami, justifie par ces mots son engagement auprès de Clearstream : « Je suis spécialisé dans les affaires de presse. Je me bats, par passion, pour une information de qualité, élément essentiel de la démocratie. Dans le journalisme, la qualité a des critères : c'est le contraire de la calomnie, de l'utilisation démagogique de fantasmes et de la création de

boucs émissaires, même s'il s'agit d'une société luxembourgeoise\* . »

Cette déclaration peut amuser, pour peu que l'on ait à l'esprit, en la lisant, que Val est justement un grand fabricant de fantasmes, qui n'hésite que rarement à lancer des imputations indignes contre qui ne pense pas comme lui. Mais ce détail ne semble pas gêner l'avocat, dont l'exposé, tel que le rapporte son fameux client, se termine par ces mots : « Ce n'est pas tant Denis Robert que j'ai fait condamner, mais une pratique journalistique, désormais coutumière sur Internet, où l'affirmation que la cause est bonne remplace l'exactitude ». Là encore, c'est à relever : les propos de l'avocat – sa fustigation d'un journalisme où l'affirmation que la cause est bonne remplace la preuve et l'exactitude – pourraient s'appliquer, mot pour mot, à nombre d'éditoriaux et chroniques de Val. Mais là encore, l'involontaire drôlerie de ces propos semble échapper aux deux amis.

Naturellement : la vraie vie est porteuse d'une complexité qui ne ressort pas forcément de la touchante justification de Richard Malka. Denis Robert assure ainsi, dans l'un des livres qu'il a

---

\* *Charlie Hebdo*, 25 juin 2008.

consacrés à l'affaire Clearstream, que « l'avocat de *Charlie* avait accepté dans un premier temps » de défendre la multinationale « sans apparaître sous son identité dans les documents juridiques ». Et d'ajouter : « J'ai divulgué son nom [...]. Ce qui ne lui a pas fait plaisir. Aujourd'hui, ce champion de la liberté de la presse [...] dépose et rédige toutes les plaintes de la multinationale contre moi\*. » Contradiction, quand tu nous tiens : de la main gauche, l'avocat engagé défend les journalistes au nom de leurs libertés, cependant que, de la main droite, il rédige des plaintes contre un journaliste.

Mais Val, quant à lui, est persuadé que c'est pour la bonne cause que son ami œuvre : pour l'amour – passionné – de l'information de qualité, dont lui-même porte haut l'étendard, et plus généralement pour la défense de la démocratie, contre laquelle la critique radicale des médias continue de porter de si rudes coups.

Au reste, et par l'effet, probable, d'une heureuse coïncidence : le patron de *Charlie Hebdo*, qui manque certaines fois de mots assez durs pour dénoncer les (mauvais) journalistes anticapitalistes qui collaborent d'après lui avec le grand

---

\* Denis Robert, *Une Affaire personnelle*, Flammarion, 2008.

capital, a sur Denis Robert un avis assez proche de l'avis des patrons de Clearstream, qui trouvent ce journaliste « obsédé », et qui par conséquent ont eux aussi quelques notions de psychiatrie élémentaire. Preuve, s'il en fallait, que le hasard fait bien les choses, et que les grands esprits sont incontestablement appelés à se rencontrer.

Pour autant : il faudrait avoir mauvais fond, et l'âme un peu tordue, explique Val dans son éditorial, pour supposer que « les rapports entre *Charlie* et son avocat » seraient « compatibles avec des consignes de silence » où cet avocat notoirement attaché à la liberté de l'information (de qualité) chercherait à « protéger un client de son cabinet, fût-il Clearstream\* ».

La conclusion, logique, est que ce n'est pas du tout parce que son avocat est aussi l'avocat de Clearstream, que Val, psychiatre amateur, a pu écrire, dès le 10 avril 2002, que Denis Robert, enquêtant sur Clearstream, était de son point de vue, c'est l'intéressé qui le rappelle – ouvrez les guillemets : « Au mieux, une feignasse, qui table sur son style pour convaincre, au pire un pervers mythomane. » (Proclamation dont la pudique délicatesse pourrait faire date, dans la grande et

---

\* *Charlie Hebdo*, 25 juin 2008.



belle histoire de la dignité journalistique.) De toute évidence – nul ne saurait en douter sans tomber dans la déchéance morale ou la mythomanie : c'est par les seules voies de l'esprit, et non par la voix de son avocat démocrate, que Val, qui ne sait à peu près rien – c'est lui qui l'affirme et le revendique – de l'affaire Clearstream, en a tout de même suffisamment appris sur cette affaire pour diagnostiquer que Denis Robert est, au choix, « une feignasse » ou un « pervers ».

Et certes, au mois de février 2002, un collaborateur de *Charlie Hebdo* écrivait à Denis Robert, qui s'étonnait que l'hebdomadaire n'évoque jamais le dossier Clearstream : « Notre avocat préfère ne pas parler de cette affaire. Je suis un peu gêné pour insister\* ». » Mais pour autant, foi de Val : Malka n'a donné aucune consigne de silence. Il préfère, simplement, ne pas parler de l'affaire : et il est vrai que cela fait une considérable différence.

On l'aura compris : si Val a sur Denis Robert et sur l'affaire Clearstream un point de vue somme toute assez voisin de celui des dirigeants de la multinationale luxembourgeoise, c'est parce qu'il sait, de toutes ses fibres – qui sont, de longue

---

\* *Une Affaire personnelle, op. cit.*

date, parmi ses plus fidèles informatrices –, que ce journaliste est une feignasse ou un pervers mythomane. Il produit d'ailleurs, au mois de juin 2008, une preuve décisive, qui établit que la cause est bonne : « Denis Robert vient de perdre encore un procès. » Et d'insister : « Une fois de plus, Denis Robert a été condamné pour diffamation. »

Val, que meut, on le sait, l'amour du travail bien fait et d'un journalisme inspiré d'Albert Londres où l'on tient les faits pour déterminants et la réalité pour incontournable, omet (toutefois) là, d'informer son lectorat de ce que Denis Robert, sur qui les plaintes ont en effet plu, n'a pas seulement été « condamné pour diffamation », mais qu'il a surtout, et le plus souvent, été relaxé. Il convient d'y insister, car cela ne ressort pas forcément de la présentation que fait Val, en toute équanimité, de son calvaire judiciaire : Denis Robert a plus été relaxé qu'il n'a été condamné, dans les incessants procès que lui ont valu ses investigations sur Clearstream. Ce n'est pas exactement négligeable : cela vaut, assurément, d'être pris en compte, à l'heure d'émettre un jugement sur son travail de journaliste.

Mais de ce minuscule détail, qui montre, à tout le moins, que Denis Robert n'est pas complètement

« mythomane », Val ne dit mot : il préfère considérer que si la « justice » a « encore » condamné ce (mauvais) journaliste, c'est bien la preuve qu'il est quelque chose comme une honte, pour sa profession.

Après avoir ainsi applaudi à la condamnation du pervers mythomane qui a eu le front de s'attaquer à une multinationale, Val peut tout entier se consacrer, dans son « édito-lynchage », comme l'appellera le dessinateur Siné\*, à un exercice d'insinuation exceptionnellement nauséabond, où Denis Robert finit par voisiner avec *Les Protocoles des sages de Sion*, immonde libelle antisémite.

Le journalisme, « c'est le contraire de la calomnie, de l'utilisation démagogique de fantasmes » : l'important, n'est-ce pas, est de ne jamais oublier cette forte maxime de Maître Malka.

Le prétexte à ce – nouveau – déchaînement est un article paru peu de temps auparavant dans l'hebdomadaire *Télérama*, et dans lequel la journaliste Weronika Zarachowicz a eu l'effronterie de rappeler que l'avocat de *Charlie Hebdo* est aussi l'avocat de Clearstream, et où elle a notamment écrit, à propos

---

\* *Charlie Hebdo*, 2 juillet 2008. Dans le même numéro, Val, revenant brièvement sur ses propos de la semaine précédente, assure que jamais il n'a interdit qu'on parle de l'affaire Clearstream dans son hebdomadaire.

du harcèlement judiciaire qu'a subi Denis Robert : « En Russie, pour réduire les journalistes au silence, on envoie des tueurs; dans les vraies démocraties, on demande à la justice de faire le boulot\*. »

Val, qui n'est certes pas du genre, on l'a vu, à user d'images un peu fortes pour marquer son public (ni à se complaire dans l'utilisation démagogique de fantasmes, sans quoi, peut-on supposer, Richard Malka, que ces procédés insupportent, ne serait pas son ami), mais qui passe tout de même d'entiers pans de son temps éditorial à chercher – et à trouver – dans le paysage des admirateurs imaginaires de Staline, ou de Pol Pot, ou de Mao Tsé-toung, en tire aussitôt, et sans barguigner, la conclusion, très valienne, que Weronika Zarachowicz souhaite, énergiquement, que « crèvent » les vraies démocraties. Ce n'est pas du tout ce qu'elle a dit, mais qu'importe : c'est ce que Val a compris, et c'est ce qui compte, dans un univers médiatique où l'on a trop souvent tendance à négliger les faits et la réalité.

Cette journaliste est donc très douteuse : la suite va le confirmer.

---

\* Weronika Zarachowicz, « Denis Robert jette l'éponge », *Télérama*, 11 juin 2008.

Dans un premier temps, Val, investigateur de gros niveau, découvre que Weronika Zarachowicz (qui veut la mort de la démocratie) « a signé, aux éditions des Arènes, un livre d'entretien avec Denis Robert et Noam Chomsky » – fameux intellectuel américain dont le seul nom, nous le verrons, fait sortir de ses gonds le patron de *Charlie Hebdo* –, mais qu'elle ne l'a pas « signalé » aux lecteurs de *Télérama*. De fait : la journaliste n'a pas jugé utile de mentionner une collaboration, vieille de plus de huit années, dont le rappel n'aurait de toute façon, et bien évidemment, rien changé à son article sur les démêlés judiciaires de Denis Robert. (De fait aussi : Val, dont les intransigeants principes sont d'une géométrie fluctuante, suivant qu'il (ne) se les applique (pas) à lui-même ou qu'il les applique à autrui, ne mentionne pas forcément qu'il fait partie du cercle des amis de Bernard-Henri Lévy, quand il fait un éloge d'un livre de Bernard-Henri Lévy.) Mais cet oubli est pour le patron de *Charlie Hebdo* la preuve, irréfragable, que Weronika Zarachowicz n'est pas « une “vraie” bonne journaliste » : la critique radicale des médias, finalement, peut avoir du bon.

Le pire, cependant, reste à venir.

Val l'introduit par ces deux phrases, où il met

beaucoup de lourde ironie : « Mais qu'importe que Weronika Zarachowicz ne se comporte pas tout à fait comme il faut en dissimulant aux lecteurs de *Télérama* ses liens avec Denis Robert. Elle le fait pour la bonne cause. » Puis, très posément, il ajoute : « C'est comme *Les Protocoles des sages de Sion*. On nous bassine en nous répétant que c'est un faux. Oui, et alors? Qu'est-ce que ça peut faire? Si ce que ça raconte correspond à ce que l'on a envie de croire, c'est la preuve que c'est vrai. » Miracle de la pensée magique, lorsqu'elle se leste d'infamants amalgames : en l'espace de quelques lignes, la journaliste qui a eu l'à peine croyable impertinence de mentionner dans son article le fait que l'avocat de Clearstream était aussi celui de *Charlie Hebdo* se voit traînée au caniveau où flottent *Les Protocoles des sages de Sion*, infect faux antisémite.

De nouveau, Val, pour flétrir, n'a guère trouvé, comme argument, que celui de l'accusation, d'autant plus incommode qu'insinuée, de l'antisémitisme.

Scandalisée, la journaliste de *Télérama* lui adresse alors ce droit de réponse : « Monsieur Philippe Val. Je viens de lire avec consternation votre éditorial du 25 juin [...], notamment les deux derniers paragraphes me concernant.

J'aurais pu sourire de votre fureur, provoquée par mon post-scriptum qui s'interrogeait sur la posture d'un avocat, Richard Malka, qui défend d'un côté la liberté des journalistes de *Charlie Hebdo* et de l'autre, une multinationale atteinte par l'enquête d'un journaliste. J'aurais aussi pu, Monsieur Philippe Val, vous remercier de me rappeler à mes obligations déontologiques de "vraie bonne journaliste". Je vous le concède : comme vous le faites avec talent au sujet de vos liens avec Richard Malka, j'aurais dû indiquer que je suis la coauteure avec Denis Robert de *Noam Chomsky. Deux heures de lucidité* (Arènes, 2001). Et comme vous le dites si bien, collaborer avec quelqu'un n'empêche pas l'honnêteté intellectuelle. Mais vous avez choisi, à la 23<sup>e</sup> ligne de votre avant-dernier paragraphe, de passer à un autre registre aux relents nauséabonds. Vous établissez un lien entre mon travail et *Les Protocoles des sages de Sion*, impliquant que je suis donc adepte du grand complot antisémite. C'est abject. Diffamatoire. Et d'autant plus rance de la part de quelqu'un qui donne des leçons de déontologie et affiche sans cesse sa prétention à défendre de grands principes. Nous sommes confrères, écriviez-vous. Nous connaissons donc

la valeur des mots et des références. Vous vous en réclamez assez pour que je ne vous apprenne rien. Pour parodier Pierre Desproges (et je n'ai pas coécrit de livre avec lui), pas besoin de s'embêter à lire tout Sartre, en lisant votre édito, j'ai eu la nausée et les mains sales. Weronika Zarachowicz\* . »

Curieusement, elle reçoit, quelques jours plus tard, une réponse, non de Val, mais de son avocat – Richard Malka. Celui-ci se dit sincèrement désolé que sa correspondante ait pu se sentir blessée par l'éditorial où son travail était amalgamé avec *Les Protocoles des sages de Sion* – même si, précise-t-il, la journaliste a largement extrapolé, prêtant à Val une analyse qui n'était pas la sienne. (Peut-être est-elle, elle aussi, un peu mythomane?)

Surtout : l'avocat fait grief à la journaliste de ne pas avoir contacté les dirigeants de Clearstream, avant de rédiger son article. Cela trahit, estime-t-il, une regrettable conception du « pluralisme », et Malka se dit abasourdi qu'après cela Weronika Zarachowicz ose encore demander un droit de réponse.

Et certes : Philippe Val, de son côté, n'a pas jugé utile de prendre langue avec Denis Robert, avant d'asséner que celui-ci était, « au mieux, une

---

\* <http://www.telereama.fr/monde/droit-de-reponse-a-philippe-val,31698.php>



feignasse », et « au pire, un pervers mythomane ». D'une façon plus générale, et après enquête (fouillée) auprès de plusieurs victimes de sa vindicte : il apparaît que Val décroche rarement – jamais, en fait – son téléphone pour vérifier auprès de ses contradicteurs éventuels, avant de les affubler d'oripeaux hitlériens (ou staliniens), si vraiment ils confirment être des admirateurs avérés de Hitler (ou de Staline).

Mais, là comme ailleurs : ce qui vaut pour le commun des petites – et moins petites – mains de la profession ne vaut pas – du tout – pour Val, phare de l'éditocratie.

L'épisode n'est pas seulement anecdotique : il montre que, sous la plume de Val, si prompt ailleurs à fustiger certains de ses pairs en collaborateurs du grand capital, l'adoption, en creux, contre un effronté journaliste, d'un point de vue assez voisin de celui d'une multinationale emblématique des rouages du capitalisme peut s'accommoder, aussi, d'un plus coutumier chantage au négationnisme.

★

★

★

Un nom, nous l'avons évoqué, cristallise, parmi quelques autres, la détestation de Val : c'est celui de Noam Chomsky, fameux intellectuel américain, linguiste renommé et inlassable théoricien, notamment, de la nécessaire critique des médias dominants – instruments, selon lui, d'une permanente fabrication de ce qu'il appelle le « consentement » aux dogmes du libéralisme occidental.

Cela commence, aux mois de juin et juillet 2002, par la publication de trois éditoriaux où Val prétend montrer à son lectorat un chemin – lumineux – « pour aller à gauche », et plus précisément vers une gauche conforme à ses propres aspirations. La première de ces trois contributions décisives à l'essor de la pensée progressiste – celle qui nous intéresse ici – a pour titre : « Noam Chomsky dans son Mandarom\* ». »

Cinq mots seulement, et déjà un sous-entendu felleux, puisque le Mandarom est le siège – ou « cité sainte » –, en Provence, d'un « groupe religieux » fondé par un certain Gilbert Bourdin, aujourd'hui décédé, qui se faisait appeler « Sa Sainteté le Seigneur Hamsah Manarah », ou, en plus grande simplicité encore, « Messie cosmoplanétaire »...

---

\* *Charlie Hebdo*, 19 juin 2002.

Dès l'abord, Val présente donc Noam Chomsky comme un gourou illuminé : la suite confirme la fort piètre idée qu'il se fait d'un homme que beaucoup regardent, à gauche (mais pas seulement), comme l'un des plus grands intellectuels de son temps.

Certes : Val confesse, bien volontiers, qu'il ne connaît « pas grand-chose de Noam Chomsky ». Mais cette ignorance – dont il est permis d'espérer qu'elle lui sera, du moins, à demi pardonnée, puisque si crânement avouée et revendiquée – de l'œuvre du linguiste américain ne doit surtout pas empêcher qu'on le vilipende, si c'est au nom d'un journalisme respectueux des faits, et qui s'interdit de fonder son opinion sur des opinions.

Val énonce ainsi, dès le début de sa charge, que « les grands combats de Noam Chomsky sont on ne peut plus en phase avec l'air du temps », puisqu'« il est l'un de ces Américains qui détestent le plus l'Amérique, et l'un de ces Juifs qui exercent contre Israël une critique d'autant plus violente qu'en tant que juif il pense pouvoir échapper à l'accusation d'antisémitisme ». Accusation qui, c'est assez nettement suggéré, ne serait donc, et pour autant, pas complètement farfelue.

Une phrase : trois contre-vérités – tout à fait dans l'air du temps, elles, puisque régulièrement véhiculées par l'éditocratie néoconservatrice française, dont Val, « pour aller à gauche », emprunte l'argumentation escarpée.

Un : Chomsky, intellectuel de gauche – il se définit lui-même comme socialiste libertaire – dans un pays gouverné à l'époque par une droite républicaine et bushiste singulièrement rugueuse, est si peu en phase avec l'air de son temps – lui – que le journaliste ultraconservateur américain Daniel Pipes peut écrire, par exemple, qu'il souhaite « que Chomsky soit enseigné dans les universités » des États-Unis « au moins autant » qu'il souhaite « que les écrits de Hitler et de Staline le soient » – comparaison typique d'une tournure d'esprit, fort répandue dans la cléricature néoconservatrice, où la dissidence est forcément hitlérienne ou stalinienne, et qui est également, on le sait, celle de Val, qui affectionne, lui aussi, ces comparaisons nuancées.

Deux : Noam Chomsky ne « déteste » absolument pas l'Amérique. Bien au contraire : il n'a de cesse, en particulier, de souligner qu'elle est, à l'inverse de tant d'autres États, un pays démocratique où chacun peut librement exprimer

ses opinions. Le linguiste prend donc soin de constamment faire la distinction entre, d'une part, le peuple américain, et, d'autre part, son gouvernement, contre lequel, en effet, il ne ménage pas ses critiques, toujours soigneusement étayées : cette nuance, bien évidemment, est systématiquement occultée par ses contempteurs, qui cherchent à faire passer dans le grand public, non sans quelques succès, l'idée que toute critique de la politique – étrangère, notamment – des États-Unis relèverait d'une lourde pathologie.

Trois : Noam Chomsky ne se prévaut bien sûr jamais du fait qu'il est juif, pour critiquer, justement, la politique « palestinienne » du gouvernement israélien. (Mais il est vrai aussi que l'argument odieux de la « haine de soi juive » est l'un des trucs, récurrents, de la rhétorique néoconservatrice.)

Après avoir ainsi démontré qu'en effet il ne connaît pas Chomsky autrement que par la caricature de ses positions, Val ajoute ces deux phrases, où se trouve ce qui deviendra, au fil des années, l'une de ses plus traditionnelles incantations : « On ne reviendra pas sur la polémique à propos du livre de Faurisson auquel il (Chomsky)

a fourni la préface : tout en prétendant ne pas l'avoir lu, il défend le principe de sa publication. À cette occasion, il a avoué avoir peu souvent l'occasion de défendre les Américains, mais qu'il fallait leur rendre hommage d'autoriser les défilés nazis et les publications négationnistes. Il semble avoir des problèmes avec la perception des génocides, puisqu'il s'est dernièrement fait remarquer en cherchant à relativiser le génocide khmer en le comparant à la situation au Timor-Oriental. »

On notera ici que Val, tout en expliquant qu'il ne reviendra ni sur Faurisson ni sur le génocide khmer, revient en réalité sur Faurisson et sur le génocide khmer, pour suggérer, de façon assez appuyée – assez grossière, pourrait-on même dire –, que Chomsky, ce « Juif » qui « pense pouvoir échapper à l'accusation d'antisémitisme », aurait une espèce de sympathie pour les défilés nazis et les publications négationnistes, en même temps que « des problèmes avec la perception des génocides » : nous avons là, en somme, un homme dont le portrait, lorsque Val le dessine, n'inspire guère qu'un profond dégoût.

Or, dans le monde réel, comme l'explique Arnaud Rindel : Noam Chomsky « n'a jamais nié ou minimisé le génocide perpétré au Cambodge par les

Khmers rouges entre 1975 et 1978\* ». La vérité, fort différente, est que pour « établir les preuves objectives de l'existence d'une propagande médiatique » dont l'objectif est de fabriquer du consentement aux dogmes dominants du temps, il « cherche à démontrer que [...] les intérêts politiques et économiques en jeu » influent de manière déterminante sur la façon « dont les médias rendent compte de conflits internationaux » de même nature, mais dont la perception, et la présentation, varient considérablement, suivant leur localisation.

Noam Chomsky « a ainsi observé que pour un niveau de violence et un nombre de victimes à peu près équivalents, les atrocités commises » au Cambodge « par Pol Pot (ennemi des États-Unis) étaient traitées de manière emphatique, avec une exagération systématique des faits et des commentaires, tandis que le génocide perpétré à peu près à la même époque par l'armée indonésienne (alliée des États-Unis) au Timor-Oriental était, à l'inverse, complètement occulté par les médias » occidentaux.

Contrairement à ce que prétend Val, donc : jamais le linguiste américain n'a nié le génocide cambodgien, jugeant au contraire « difficile de

---

\* *Idem.*

trouver un exemple aussi horrible d'un tel déferlement de fureur\* ». De même : jamais Noam Chomsky n'a donné dans le complotisme : il n'a cessé, au contraire, d'expliquer que rien n'était « plus éloigné » de ses conceptions « que l'idée de conspiration\*\* », et quiconque l'a vraiment lu sait que ses démonstrations sont toujours nourries d'une documentation précise et abondante.

Enfin, il est parfaitement vrai que Noam Chomsky, profondément attaché à une conception très américaine de la liberté d'expression qui peut – et doit – évidemment être discutée ou contestée, a signé, à la fin des années 1970, une pétition réclamant que le négationniste Faurisson puisse, lui aussi, librement s'exprimer. Arnaud Rindel explique : « Chomsky, devenu malgré lui l'emblème de cette pétition » – rançon de sa popularité dans les rangs d'une gauche viscéralement allergique au négationnisme – « reçut une avalanche de protestations, ce qui l'amena à écrire un texte exposant sa position », où il expliquait « que la liberté d'expression, pour être réellement le reflet d'une vertu démocratique, ne peut se limiter aux

---

\* *Idem.*

\*\* Serge Halimi et Arnaud Rindel, « La conspiration. Quand les journalistes (et leurs favoris) falsifient l'analyse critique des médias », *Agone*, n°34, 2005.



opinions que l'on approuve », puisque « même les pires dictateurs sont favorables à la libre diffusion des opinions qui leur conviennent\* ».

Ce texte fut alors inséré par un autre négationniste, en guise de préface et à l'insu de son auteur, dans un livre de Faurisson publié en 1980. Noam Chomsky a maintes fois répété, depuis, mais en vain, qu'il n'avait bien sûr jamais eu l'intention de préfacer un tel ouvrage – mais qu'il était trop tard pour stopper sa parution lorsqu'il a finalement appris quel usage avait été fait, contre son gré, de son texte. Répétons que cette défense extensive de la liberté d'expression, lorsqu'elle s'étend aux racistes et aux négationnistes, peut et doit être discutée. Mais « soupçonner Chomsky d'une quelconque sympathie ou complaisance envers les thèses négationnistes est tout simplement ridicule », et relève d'une singulière malhonnêteté intellectuelle, puisqu'il a maintes fois expliqué, depuis le tout début « de son engagement politique », que par exemple « le simple fait de discuter avec des négationnistes de l'existence des crimes nazis revenait à perdre notre humanité\*\* ».

---

\* « Noam Chomsky et les médias français », article cité.

\*\* *Idem.*

Hélas : rien n'arrête Val, dans son entreprise de flétrissure. En 2007, cinq ans après sa première salve – preuve, s'il en fallait, de la ténacité qu'il met parfois dans ses détestations –, il ose cette audacieuse comparaison : « Hitler par deux fois fait allusion au génocide arménien, afin d'y adosser son action. Noam Chomsky, qui a préfacé l'ouvrage de Faurisson, est également un négateur du génocide cambodgien. Les génocides sont liés entre eux par leurs négateurs\* ». En l'espace de cinq années, le point de vue de Val s'est donc affiné, mais reste vierge de tout ancrage dans le réel : Noam Chomsky ne relativise plus le génocide khmer, mais nie, carrément, le génocide cambodgien. C'est, on l'a dit, une contre-vérité, mais elle permet à Val, concentré sur son outrage, de suggérer que Chomsky est lié à Hitler : calomniez, calomniez, il en restera toujours quelque chose...

Et ce n'est pas fini : quelques mois plus tard, l'éditorialiste libre se livre, à l'antenne de France Inter, à un véritable « récital de mensonges et de calomnies contre Chomsky\*\* ». Le prétexte, cette fois-ci, est la diffusion, quelques jours auparavant,

---

\* *Charlie Hebdo*, 21 mars 2007.

\*\* Henri Maler, « Philippe Val sur France Inter : un récital de mensonges et de calomnies contre Chomsky », *Acrimed*, 17 septembre 2007.

d'une vidéo où le terroriste Oussama Ben Laden, s'adressant aux Américains, déclare, notamment : « (La) guerre (contre l'Irak) était totalement inutile, comme le montrent bien vos propres rapports, et, parmi les plus capables pour vous parler de ce sujet et de la fabrication de l'opinion publique, Noam Chomsky. » Pour Val, Ben Laden rend par ces mots « un hommage appuyé à Noam Chomsky », que « les auditeurs d'Inter connaissent bien », puisque l'un des plus fameux journalistes de la station, Daniel Mermet, a « diffusé cinq heures d'entretien » avec le linguiste américain quelques mois auparavant. Et d'expliquer, sur le ton de l'évidence : « Ben Laden est donc venu prêter main-forte au promoteur des idées de ce sympathique intellectuel qui s'était déjà fait connaître des publics spécialisés grâce à une préface pour les écrits négationnistes de Faurisson », et qui ensuite « a encore précisé sa pensée politique en niant le génocide khmer ». Traduction, pour qui n'aurait pas bien compris le message, pourtant simple, du procureur Val : Ben Laden est venu aider Daniel Mermet à promouvoir les idées d'un négationniste patenté.

Val sait probablement, lorsqu'il la profère à l'antenne d'une radio dont il deviendra quelques

mois plus tard le patron, qu'une éhontée divagation, fût-elle cent fois répétée, ne finira jamais par faire une vérité. Mais pourquoi se briderait-il, puisque ses extravagances ne sont jamais contredites? Pourquoi se priverait-il du plaisir de salir, en même temps que l'un des plus brillants intellectuels américains de son époque, un confrère qui a l'insigne outrecuidance d'être resté de gauche?

Daniel Mermet, il est vrai, réagit avec humour à l'indigne attaque de son lointain voisin de micro, par cette lettre ouverte aux auditeurs de « Là-bas si j'y suis », l'émission qu'il anime chaque après-midi : « [...] Chomsky, Ben Laden même combat! Là-bas (si j'y suis), Al-Qaida, même tabac! Chaque jour à 15 heures, Al-Qaida vous parle! Voilà ce que révélait Philippe Val vendredi matin sur France Inter. "Chomsky et Ben Laden se sont enfin trouvés" affirmait Philippe Val. "Ben Laden est venu prêter main-forte aux promoteurs des idées de ce sympathique intellectuel." Et qui sont les promoteurs? C'est Là-bas "qui a diffusé cinq heures d'entretien avec Noam Chomsky en mai dernier" précise l'ami Philippe. Eh oui, l'audacieux Philippe Val ose enfin dire la vérité : Ben Laden soutient Là-bas si j'y suis! Une révélation pour les auditeurs. Plus de

300 000 chaque jour et qui ne se doutaient de rien. Il était temps que Philippe Val viennent éclairer ces 300 000 nigauds. Aussitôt nous avons reçu quantité de messages furieux. Mais c'était pour de rire bien sûr, vous n'avez pas compris! Philippe Val est un ami de Là-bas si j'y suis et, toujours solidaire, ce matin-là sur France Inter, il a voulu nous donner un petit coup de main. Il sait bien que Là-bas a été marginalisé et relégué dans le placard du 15 heures et l'ami Philippe trouve que c'est pas juste, donc il fait tout ce qu'il faut pour que les auditeurs ne nous oublient pas, pour que l'on soit encore écouté et qu'il y ait beaucoup de messages sur le répondeur de l'émission... Dans sa dernière cassette, Ben Laden cite le nom de Noam Chomsky et, comme vous le savez (en tout cas Philippe Val lui le sait) Chomsky est un Juif antisémite, Chomsky est négationniste, Chomsky veut la mort des médias, Chomsky nie le génocide des Khmers, Chomsky est hostile à l'État d'Israël... Et qui fait entendre Chomsky, je vous pose la question? C'est Là-bas si j'y suis! Là-bas soutient Chomsky soutenu par Ben Laden donc Ben Laden soutient Là-bas.

Éloignez vos enfants du transistor, le diable vous parle chaque jour à 15 heures! Notons tout

de même que Philippe Val a curieusement oublié de mentionner Emmanuel Todd. Pourtant dans sa cassette Ben Laden évoque également Emmanuel Todd “le penseur européen qui a anticipé la chute de l’Union soviétique” [...] Il vous serait bénéfique de lire ce qu’il a écrit au sujet de ce qui advient après l’empire, pour ce qui concerne les États-Unis d’Amérique. Or l’avant-veille, le 11 septembre, Emmanuel Todd était l’invité de la tranche matinale de France Inter. Un type au moins aussi malfaisant que ce Chomsky. Écoutez ce qu’il a dit ce matin-là : “Ben Laden est responsable de milliers de morts, mais George Bush en Irak est responsable de centaines de milliers de morts.” Comment de tels propos ont-ils pu échapper à Philippe Val? On le voit, ce n’est pas seulement Là-bas qui milite pour Oussama Ben Laden, c’est TOUT France Inter, FRANCE INTER C’EST RADIO AL-QAIDA! Heureusement, il y a Philippe Val pour dénoncer cet infâme complot, rééduquer les auditeurs et chasser ces sorcières! Bon, on rigole évidemment, c’est du café-théâtre! Philippe Val est un excellent chansonnier, un pince-sans-rire, qui n’a pas son pareil pour parodier ces penseurs médiatiques aussi péremptoires que

conformistes, aussi renégats qu'opportunistes. Les plus traîtres étant toujours les plus récompensés et les plus exhibés par les maîtres. Reconnaissons-le : la parodie était réussie, bravo l'artiste ! »

Le problème étant, bien sûr, qu'il ne s'agissait nullement d'une parodie...

(Révélatrice anecdote : le 27 août 2005, un responsable du parti que Bruno Mégret a fondé après avoir quitté le Front national dénonce, dans le cours d'un discours appelant à « désislamiser la France », ce qu'il appelle « une entreprise politique d'hégémonie ». Il déclare : « Sous couvert d'activités religieuses, nous avons affaire à un parti islamique – ou islamiste – qui déguise ses initiatives politiques sous des apparences religieuses. » Et ajoute : « J'ai eu la surprise de retrouver cette idée chez un éditorialiste qui est à l'opposé de ce que nous représentons, Philippe Val, de *Charlie Hebdo*, dans un numéro d'octobre 2004\* »... Il serait bien sûr aisé, sur la seule foi de cet hommage, et suivant la recette que lui-même applique à Ben Laden et Noam Chomsky, de théoriser que Val a prêté main-forte à un parti d'extrême droite, dans sa fustigation des musulmans : cela ne serait

---

\* [www.m-n-r.fr/discours151.htm](http://www.m-n-r.fr/discours151.htm)

pas moins honnête que le traitement que l'éditorialiste réserve au linguiste américain...)

Au-delà de la critique des médias, c'est toute la « gauche de gauche », que Val tient dans sa mire. Là comme ailleurs : qui ne partage pas ses vues est potentiellement passible des pires accusations.



Val fait, dans la gauche, une distinction, très subtile, entre deux grandes « sous-familles » : celles des « traîtres », d'une part, celle des « crétiens », de l'autre\*. Lui-même, n'ayant, on l'a dit, rien trahi de ses convictions – un attachement constant aux droits de l'homme et à la démocratie guide depuis toujours sa pensée –, se range, résolument, dans la sous-famille des traîtres, car ces derniers ont su renoncer aux chimères du radicalisme, alors que l'autre sous-famille, celle des crétiens, est restée, quant à elle, sous l'emprise, explique-t-il, de pulsions totalitaires.

---

\* *Charlie Hebdo*, 31 août 2005.



Pour documenter cette division, il « aligne », d'après Mike Gallantsay, « une des plus denses concentrations d'inexactitudes historiques, de jugements à l'emporte-pièce, d'anachronismes et de contre-vérités pures et simples qui se puisse rencontrer dans un éditorial\* ».

Il écrit ainsi que « Jacques Doriot, vieux militant socialiste », a été « exclu du parti des traîtres en 1934, pour avoir constitué une aile radicale, une sorte de parti altermondialiste avant la lettre » : chacun devine, dès lors, que les altermondialistes des années 2000 sont les lointains héritiers du Parti populaire français, pronazi.

Problème : tout est faux, dans cet énoncé.

Ainsi, Doriot n'était pas socialiste, mais communiste : il était même l'un des plus hauts dirigeants du parti. Ainsi, également : ce n'est pas du tout parce qu'il aurait fait preuve d'un excès de radicalisme qu'il a été exclu de ce parti, mais « bien au contraire parce qu'il prônait » une « alliance avec la SFIO », socialiste, elle, « à rebours de la ligne définie à l'époque par Staline, à savoir : “classe contre classe”<sup>\*\*\*</sup> ».

---

\* Mike Gallantsay, « La gauche selon saint Philippe. À propos d'une leçon d'histoire de Philippe Val », Les mots sont importants, août 2007.

\*\* *Idem.*

Val, se désole Mike Gallantsay, confond, manifestement, « le communiste Doriot avec le socialiste Marcel Déat, qui a bien quitté la SFIO en 1933 (et non en 1934) pour créer le Parti socialiste de France, qui deviendra ensuite le RNP, le deuxième grand parti de la collaboration\* », dont le slogan, « Ordre, Autorité, Nation », n'a – vraiment – rien d'un manifeste altermondialiste avant la lettre.

Mais c'est pour la bonne cause : Val trie, on l'a dit, le bon grain des traîtres, qui ont su renoncer aux mirages du radicalisme progressiste, de l'ivraie des crétins, qui, par « fidélité obtuse\*\* » à leurs engagements de gauche, finissent, d'après lui, à l'extrême droite. Il refait, à gros et grossiers traits, l'histoire de la gauche française des années 1930, pour fonder, en 2005, son rejet des crétins altermondialistes. Il évoque aussi, pour ce faire, la création du Parti communiste français par « les crétins qui ne voulaient pas faire le jeu du traître Léon Blum ». Val s'explique : « Blum était un traître, car il ne croyait pas à la nécessité d'une suspension des droits démocratiques pour

---

\* *Idem.*

\*\* *Idem.*

réussir une révolution bolchevique. Et Marcel Cachin était un crétin qui, après un voyage dans la Russie des Soviets, revint convaincu qu'après quatre ans de guerre mondiale, une bonne dictature ferait du bien aux survivants. » Encore raté : comme le souligne Mike Gallantsay, l'historienne Annie Kriegel, anticommuniste notoire (après avoir longtemps été au PCF) et peu suspecte, par conséquent, d'avoir nourri d'excessives sympathies pour le bolchevisme, a montré une réalité un peu différente, où les électeurs de gauche, un an avant la scission et la création du Parti communiste, se voient proposer un nouveau programme rédigé par Léon Blum, « document remarquable, où se trouvent déjà tous les thèmes » qui se retrouveront, en 1945, dans le programme du Conseil national de la Résistance. Précision importante : « L'objectif est d'établir en France, à l'instar de ce qui s'est fait en Russie, une dictature du prolétariat. » Précision essentielle : « Léon Blum, de stricte obédience jaouressienne, se déclarait naturellement partisan de cette formule marxiste. »

À l'aune des critères – quelque peu fantaisistes – que brandit Val pour étayer sa pittoresque démonstration, Léon Blum était donc du parti –

honné – des crétins, plutôt que de celui, admirable, des traîtres. Mais qu'importe, au fond, la réalité historique : Val s'est donné pour mission de révéler au monde que les dangers que les crétins restés attachés à leurs convictions de gauche « font courir à l'humanité » à l'aube du XXI<sup>e</sup> siècle « sont sans commune mesure » avec ceux dont les traîtres sont porteurs, et autrement plus terrifiants, « car le traître est prudent, alors que le crétin lâche la proie pour l'ombre » du stalinisme et du fascisme.

On l'aura saisi : cette burlesque saillie, où la réalité historique est quelque peu malmenée – mais que sont quelques erreurs de dates, quand la cause est juste –, est aussi un plaidoyer *pro domo*, où la prudence de Val tranche sur l'obscurantisme de ceux des militants de gauche qui auraient, suivant son raisonnement, renoncé à défendre les droits de l'homme et la démocratie, et qui seraient, en résumé, les Doriot du siècle nouveau.

Dans cette même logique : les altermondialistes sont, peu ou prou, des lepénistes.

Au mois de mai 2007, au lendemain du premier tour de l'élection présidentielle d'où sortira finalement vainqueur l'homme qui, deux ans plus tard, avalisera sa promotion à la direction de France Inter,

Val revient sur un précédent épisode électoral qu'il n'a, manifestement, toujours pas complètement digéré : le rejet par ses concitoyens, et par référendum, du traité constitutionnel européen. Il observe que « si on cumulait les scores des partis de gauche et de droite qui ont soutenu » en 2005 « le non au référendum européen, on arriverait à un petit 25 % », et en tire la conclusion, lapidaire, que « la gueule de bois européenne est sévère ». Dans son esprit, donc, la victoire du non, loin d'être une manifestation, dans les urnes, de la démocratie dont la défense guide depuis toujours son engagement dans la vie publique, est une gueule de bois – le résultat d'une soûlerie. Le peuple qui a eu l'effronterie de voter non est un conglomérat d'ivrognes de la politique. L'alcoolisme, fléau du libéralisme. Val, revenant deux ans plus tard sur cette scandaleuse ébriété, écrit : « Il est vrai que le monde merveilleux que nous devons habiter après la victoire du non n'a pas été livré\* . » (Dans la vraie vie, on se le rappelle : jamais les tenants du non n'ont promis un monde merveilleux.) Et il ajoute : « Le seul plan B qu'on a vu, c'est le pont idéologique unitaire qu'a bâti Dieudonné en votant pour Bové, tout en soutenant Le Pen. »

---

\* *Charlie Hebdo*, 2 mai 2007.

L'éditorialisme est une magie : quelques mots suffisent, pour mettre José Bové dans le même sac que Le Pen et qu'un ancien humoriste reconverti dans l'incitation à la haine.

En réalité : quand cet ex-humoriste a voulu signer, quelques semaines plus tôt, la pétition appelant José Bové à se présenter à l'élection présidentielle, les initiateurs de cette pétition lui ont aussitôt opposé un refus catégorique, et le syndicaliste paysan a lui-même invité l'intrus à passer son chemin. En réalité, encore : ce n'est bien sûr pas José Bové, qui a fait campagne, avant cette élection, sur les terres de Le Pen, en reprenant à son compte, au nom d'une saine décomplexion de la droite républicaine, certains des thèmes favoris du tribun d'extrême droite : c'est le candidat de l'UMP, Nicolas Sarkozy. Mais cette double réalité a ceci de particulier qu'elle réduit à néant les imputations de Val : celui-ci préfère donc s'en libérer, pour mieux salir le candidat altermondialiste.

Cela donne, sous sa plume, ce raccourci d'anthologie : « Que peuvent bien avoir en commun » José Bové, Dieudonné et Le Pen? « Plus de choses qu'on ne pense, et notamment la conviction que c'est le Mossad qui a intérêt à commettre des attentats contre

les synagogues en France... C'est le genre de foi commune qui crée des liens. » C'est dit sans retenue : José Bové entretient des liens avec Dieudonné et Le Pen. Les trois hommes ont une «foi» commune, et c'est une foi antisémite, suggère Val.

Et il est vrai que José Bové avait lâché en 2002, après que des synagogues françaises avaient été attaquées, ce commentaire nauséabond : « Il faut se demander à qui profite le crime. Je dénonce tous les actes visant des lieux de culte. Mais je crois que le gouvernement israélien et ses services secrets ont intérêt à créer une certaine psychose, à faire croire qu'un climat antisémite s'est installé en France, pour mieux détourner les regards. »

Mais il est vrai aussi que le même José Bové, confronté à l'énormité de ces propos, avait immédiatement reconnu s'être gravement égaré. « C'est une véritable erreur, qui a fait du mal à la communauté juive, et qui m'a fait du mal à moi, parce que je me suis retrouvé accusé de ce qui est à mes yeux un crime absolu : l'antisémitisme », avait-il alors, et notamment, déclaré.

Pour José Bové, comme pour toute personne normalement constituée, l'antisémitisme est donc un crime absolu : il est difficile d'être plus clair.

Peine perdue : Val, lui appliquant le même procédé qu'à Noam Chomsky, occulte ces excuses et ces déclarations du candidat altermondialiste. Sous la plume du patron de *Charlie Hebdo*, qui s'entend plutôt bien à réagencer le réel en fonction de ses propres besoins idéologiques, le mea-culpa de José Bové, on ne peut plus explicite, n'a aucune espèce de valeur – et n'existe d'ailleurs tout simplement pas : c'est le même personnage, on se le rappelle, qui se plaignait naguère d'avoir été effacé de la photo, selon un procédé stalinien, par les fondateurs de l'Observatoire des médias français...

(Bien sûr, ces propos de Val, lorsqu'ils sont publiés au lendemain du premier tour d'une élection présidentielle d'où Sarkozy\* sortira grand vainqueur, ne sont pas neutres. Chacun sait alors – comment l'ignorer, quand c'était hautement et fortement revendiqué au nom d'une libératrice décomplexion – que le candidat de l'UMP a fait campagne en développant une démagogie largement empruntée à l'extrême droite. Dans la vraie vie, insistons-y, ce n'est pas José Bové qui a racolé l'électorat lepéniste en prétendant

---

\* Qu'il présente quant à lui en ami « des compagnies d'assurance », ce qui est assurément moins lourd à porter que d'être celui – imaginaire – de l'extrême droite...



le ramener dans le giron de la République : c'est Sarkozy. Mais Val, décidément mieux disposé à l'égard du parti au pouvoir qu'envers les altermondialistes, préfère atténuer cette réalité, pour mettre en garde son lectorat contre un axe José Bové - Le Pen qui n'existe que dans son imagination. À cinq jours du second tour, ce n'est pas exactement anodin – mais fort heureusement le patron de *Charlie Hebdo* précise qu'il votera, quant à lui, « pour Ségolène Royal »...)

Au-delà du seul cas de José Bové, que Val donne l'impression de poursuivre – lui aussi! – d'une vindicte particulière, c'est plus généralement « la gauche la plus radicale », comme il l'appelle, qui à ses yeux semble incarner la crétinerie fascisante dont Doriot fut naguère le précurseur.

Au mois de mars 2007, Val livre, après un procès qui a opposé l'ancien ministre socialiste de la Justice Robert Badinter au négationniste Faurisson, ce puissant commentaire : « À la porte du tribunal, des militants négationnistes venus soutenir Faurisson distribuent leur journal, *La Vieille Taupe*, du nom de la librairie d'extrême gauche où, dans les années 1970, la jonction s'est faite avec l'extrême droite. Et depuis, c'est sur

la musique persistante de la haine du Juif qu'ils dansent ensemble sur un charnier, dont à la fois ils se réjouissent qu'il ait existé et dont ils nient l'existence\* . »

Selon lui, donc, l'extrême gauche et l'extrême droite se rejoignent dans une même ignominie. L'antiraciste vaut le raciste – ou, plus précisément, ne vaut pas mieux que lui. Ils communient, « ensemble », dans la négation de la Shoah. Val, que rien ne semble pouvoir brider lorsqu'il s'agit de salir la gauche de gauche, confirme : « Le négationnisme n'est pas apparu comme ça, une petite génération après la fin de la guerre, dans cette librairie [...] où trotskystes et fascistes venaient se désaltérer ensemble dans l'égout de l'antisémitisme. Il n'a fait que resurgir du fond de la tragédie nazie\*\* . » L'éditorialiste diagnostique là un mal profond – dont les commissaires politiques du stalinisme triomphant avaient en leur temps, et en pionniers, su montrer la dangerosité : c'est, on l'aura reconnu, l'hitléro-trotskisme.

Il mettra dès lors une certaine constance dans la détection de cette pathologie.

---

\* *Charlie Hebdo*, 21 mars 2007.

\*\* *Idem*.

Le 30 mai 2008, il énonce, à l'antenne de France Inter : « Quand le capitaine Dreyfus fut jugé et injustement condamné, la droite nationaliste, à l'époque, s'est réjouie de son triomphe, mais, comme d'habitude, elle a trouvé une caution populaire dans la partie de la gauche la plus radicale, emmenée, à l'époque, par Jules Guesde. » Les mots importants, dans cette phrase, sont : « Comme d'habitude. » Par cette locution, Val, rayant de la mémoire collective de ses auditeurs quelques épisodes minuscules de l'histoire de la gauche radicale, comme ceux, par exemple, qui la virent – et la firent – se dresser dans les années 1930 et 1940 contre la droite nationaliste et raciste, suggère là, sans être contredit, que cette gauche a pour « habitude » d'apporter sa caution à cette droite – et qu'elle serait donc, elle aussi, nationaliste et raciste.

Il précise d'ailleurs, pour qui n'aurait pas bien saisi le sens de sa démonstration, que « de ce point de vue, d'ailleurs, les choses n'ont guère évolué », ce qui signifie que, d'après lui, la gauche radicale, au XXI<sup>e</sup> siècle, comme au temps de l'affaire Dreyfus, cautionne la droite xénophobe : la charge, cette fois-là, n'est pas nominative – mais ce n'est que partie remise.

Au mois de juillet 2008, nous y reviendrons lorsque nous évoquerons « l'affaire Siné », l'hebdomadaire *L'Express* publie une caricature de Plantu qui représente Val « travesti en nazi\* ». Son avocat, Richard Malka, s'en offusque : « Mettre les nazis à toutes les sauces pour discréditer l'adversaire » est « facile et » contribue « à banaliser leurs crimes\*\* », explique-t-il, imperturbable. Et c'est parfaitement exact : mais quel dommage, que jamais il n'ait songé à essayer de le faire comprendre à son client...

Quelques mois plus tard, comme pour se faire pardonner cette impertinence, le même hebdomadaire fait paraître quatre longues pages d'un « entretien » de son directeur, l'éditocrate Christophe Barbier, avec le même Val – qui profite évidemment de l'aubaine pour lâcher la bride à ses passions, et pour suggérer, cette fois-là, qu'Olivier Besancenot, leader trotskiste, est un antisémite.

Cela se passe en deux temps, sans qu'à aucun moment le directeur de *L'Express* n'élève la moindre objection contre cette ahurissante démonstration. Premier temps : Val, entonnant

---

\* *L'Express*, 11 septembre 2008.

\*\* *Idem*.

ce qui est alors – nous le verrons – l’un de ses refrains de prédilection, affirme qu’il est absolument « impossible » (sans doute est-ce affirmé au terme d’une longue et méticuleuse enquête inspirée d’Albert Londres) d’« être antisioniste sans être antisémite », et que, par voie de conséquence, « se dire antisioniste, c’est se dire antijuifs »\*. Deuxième temps : après avoir ainsi posé que l’antisionisme est un antisémitisme, il ajoute qu’« une partie de l’anticolonialisme des années 1960 s’est muée en antisionisme », donc en antisémitisme, et que, donc, la dénonciation du colonialisme du gouvernement israélien « permet à cette gauche » qui se dit antisioniste « d’exprimer son antisémitisme ». Et de préciser : « Besancenot ne serait pas si “tendance” si cela s’éteignait ».

Un : l’antisionisme est un antisémitisme. Deux : l’anticolonialisme est devenu un antisionisme. Trois : Besancenot est d’un parti anticolonialiste. Quatre, conclusion – évidente : Besancenot est un antisémite. Un hitléro-trotskiste, en somme...

★

★

★

---

\* *L'Express*, 23 octobre 2008.

Au vrai : la gauche française, altermondialiste ou radicale, n'est pas l'unique objet du ressentiment de Val. La gauche latino-américaine, par exemple, au moins en certaines de ses (nombreuses) déclinaisons, le plonge, elle aussi, dans une espèce de fureur dénonciatrice où le respect de la réalité n'entre qu'assez chichement : le président vénézuélien Hugo Chavez, en particulier, dont nous avons déjà observé qu'il l'amalgamait avec le dictateur nord-coréen Kim Jong-il, lui est tout à fait insupportable.

Le patron de *Charlie Hebdo* n'est pas complètement seul dans sa détestation pérenne du chef de l'État vénézuélien : d'autres éditocrates le vouent régulièrement aux gémonies, à grand renfort d'amalgames, de raccourcis, de calomnies. Là comme ailleurs : Val est donc dans l'air du temps.

Dans un éditorial du 5 janvier 2005, resté dans la postérité comme l'une de ses plus « inestimables créations\* », il donne son avis sur Ingrid Betancourt, alors otage des Forces armées révolutionnaires de Colombie (Farc). De son point de vue, « le problème d'Ingrid Betancourt » vient,

---

\* « Quand Philippe Val, analyste “complexe”, prétend soutenir Ingrid Betancourt », Acrimed, 29 avril 2005.

notamment, de ce qu'« elle n'est pas de gauche comme il faut pour devenir une icône de la contestation, comme José Bové, Che Guevara, Fidel Castro, Hugo Chavez ou Ignatio (*sic*) Ramonet\* ». Au passage, on l'aura noté, Val, usant d'un coutumier procédé, établit une équivalence entre Fidel Castro et Hugo Chavez : son lecteur, qui n'en peut mais, se voit donc suggérer que le régime cubain et la démocratie vénézuélienne seraient de même nature. Ce n'est pas le cas, comme le sait n'importe quel écolier un peu au fait de la marche du monde – mais qu'importent les nuances, quand la cause est bonne.

Pour mettre du gras autour de cette incantation, Val explique avoir écouté, « sur Internet » – preuve qu'il lui arrive de fréquenter la Kommandantur –, « un débat de journalistes altermondialistes, dont le rédacteur en chef du *Monde diplomatique* » – il s'agit, en l'occurrence, de Maurice Lemoine –, « qui analysaient l'effet pervers de la focalisation médiatique sur Ingrid Betancourt ». Val résume ainsi, pour son lectorat, la teneur de ce débat, telle, du moins, qu'il l'a

---

\* Ancien directeur du *Monde diplomatique*, dont le prénom s'écrit, dans la vraie vie, Ignacio, avec un « c ».

retenue : « En gros, par la faute d’Ingrid, on ne dit que du mal des Farc, et on ne dit jamais de mal, ni du régime colombien ni des paramilitaires. »

Problème : ce compte rendu est quelque peu erroné. Val, nonobstant son attachement à un journalisme respectueux des faits et de la réalité, prend des libertés avec ce qui s’est vraiment dit, lorsqu’il prétend restituer ce qu’il aurait entendu – puisqu’« il suffit d’écouter l’enregistrement » de l’émission qu’il incrimine pour observer, comme l’a fait l’association Acrimed\*, qu’« aucun des intervenants n’impute la moindre “faute” à Ingrid Betancourt », et que les journalistes présents ont plutôt évoqué, ce n’est pas tout à fait la même chose, « la simplification » inhérente à toute « personnalisation » – simplification qui, ont-ils souligné, « entretient l’ignorance de la complexité de la situation colombienne ».

Lorsqu’il fait dire aux débatteurs qu’il a écouté ce qu’ils n’ont absolument pas dit, Val fabrique une réalité qui lui permet de soutenir ensuite – c’est à cela, évidemment, qu’il souhaitait en arriver – qu’« il est très ennuyeux que cette

---

\* « Quand Philippe Val, analyste “complexe”, prétend soutenir Ingrid Betancourt », article cité.



prétendue gauche radicale soit assez froide dans sa défense d'Ingrid Betancourt », otage des Farc. Pourquoi est-ce ennuyeux? Parce que « le président vénézuélien, Hugo Chavez, doit beaucoup de sa popularité à cette gauche-là, qui le trouve beaucoup plus intéressant que le président brésilien, Lula, qui, comme chacun sait, n'est pas un vrai révolutionnaire, puisqu'il est démocrate ».

Cette gauche-là, donc, cette « prétendue gauche radicale », où se retrouvent notamment la Confédération paysanne – José Bové – et *Le Monde diplomatique* – Ignacio Ramonet –, n'est donc pas démocrate quant à elle : il suffit de l'écrire, et tout devient (de plus en) plus simple.

Val, dès lors, peut de nouveau psalmodier que « le président Chavez et Fidel Castro ont quelques points communs, parmi lesquels on trouve une certaine tendresse pour les Farc, qui ont kidnappé Ingrid, laquelle, non seulement a le défaut d'être elle aussi une démocrate, mais en plus a le mauvais goût de compter, parmi ses défenseurs, des citoyens et des parlementaires américains\* ».

Val est donc, encore une fois, assez tranchant. La gauche altermondialiste, outre qu'elle

---

\* *Charlie Hebdo*, 5 janvier 2005.

est toujours travaillée par un sourd racisme antiaméricain, n'est d'après lui que fort peu démocratique, puisqu'elle considère qu'« un vrai révolutionnaire » ne doit pas être « démocrate » : c'est pour ça, explique-t-il, qu'elle aime si fort Hugo Chavez, qu'il présente comme une espèce de tyran communiste.

Maurice Lemoine, impressionné par tant de raccourcis et d'inexactitudes, lui fait ce long droit de réponse : « On peut penser ce qu'on veut de Philippe Val, une chose est certaine : il n'a aucun des défauts d'un journaliste d'investigation. Aucune des qualités non plus... [...]. Lorsqu'il rend compte des propos tenus lors d'un “débat de journalistes altermondialistes” (dont “le” rédacteur en chef adjoint du *Monde diplo*) sur Internet, il ne mentionne ni le nom ni l'adresse du site en question (à moins qu'il ne s'agisse d'une prudence légitime : son lecteur pourrait se rendre compte qu'il a, certainement par inadvertance, dénaturé ou trafiqué quelques propos).

Bref, dans cet éditorial – identique, à quelques mots près, à sa chronique sur France Inter du 27 décembre 2004 (Val étant partisan du recyclage des objets usés) – les altermondialistes, en général,

et *Le Monde diplomatique*, en particulier, sont accusés de se désintéresser du sort de la Franco-Colombienne Ingrid Betancourt, au prétexte qu'elle n'est qu'une "militante anticorruption". »

Maurice Lemoine ironise : « Un tel intérêt pour la corruption en Colombie est louable. Toutefois, ce n'est pas sous la signature de Val, mais sous celle "du" rédacteur en chef montré du doigt (l'auteur de ces lignes, pour être précis), et pas dans les colonnes de *Charlie*, mais dans celles du *Diplo*, qu'on a pu lire une enquête sur l'une des plus scandaleuses affaires de corruption affectant la Colombie. Portant sur une somme équivalant à deux fois le budget social de la nation, elle nous fut racontée, documents à l'appui, dans la plus totale clandestinité, par des fonctionnaires prenant d'énormes risques, et par Ingrid Betancourt qui, choisissant d'ignorer le danger (elle était alors sous protection policière), accepta d'être longuement citée. *Le Monde diplomatique* fut le seul média à se soucier de cette affaire. Hélas pour Ingrid Betancourt, à cette époque, Val ne s'intéressait pas encore à elle : encore inconnue en France, elle ne permettait pas de jouer au justicier solitaire en dégorgeant de spectaculaires éditos.

Mais pourquoi, demande Philippe Val, les altermondialistes, *Le Monde diplomatique*, et les participants à la fameuse émission ne soutiennent-ils pas Ingrid Betancourt? Par amour des Forces armées révolutionnaires de Colombie, qui la retiennent prisonnière, du président vénézuélien Hugo Chavez, de Fidel Castro [...]. Val le prouve en tronquant, réinterprétant, amalgamant et pratiquant le procès d'intention [...]. »

Maurice Lemoine, impitoyable, poursuit : « Philippe Val a des excuses, c'est vrai. Beaucoup plus longs que les *Fables* de La Fontaine, les rapports des mouvements de défense des droits humains – Amnesty International, Human Rights Watch, Fédération internationale des droits de l'homme, etc. – consacrés à la Colombie sont rébarbatifs et parfois écrits en petits caractères. S'informer prend trop de temps.

Les propos qui nous sont reprochés sont tellement scandaleux, que le site du comité de soutien à Ingrid Betancourt n'a pas hésité à établir un lien [...] vers l'émission en question, dans laquelle témoignait d'ailleurs la propre fille de la sénatrice [...]. Un monde virtuel inventé sur un coin de bureau, à partir de coupures de

presse paresseusement digérées, et dans le seul but de faire son intéressant, est une chose ; la réalité en est une autre et mérite un traitement sérieux. Comme dirait Val (que nous ne citerons qu'une fois, ce qui est déjà beaucoup, et sans dénaturer ses propos) : «Devant tant d'imbécillité, on croit rêver...» »

Maurice Lemoine conclut : « Que Philippe Val ne nous accuse pas, du fait de cette réaction, de vouloir contrôler l'information. Il la contrôle très bien lui-même, ayant la désastreuse habitude de ne pas publier les droits de réponse qui lui sont envoyés. D'ailleurs, s'agissant de son éditorial, qui pourrait, sans rire, parler d'information ? »

Pour Val, ce droit de réponse est une pièce dérangeante, qui fait posément la démonstration que non seulement il ne maîtrise en rien son sujet – mais qu'au surplus, il se permet, pour mieux pallier, sans doute, cet amateurisme, de travestir la réalité, et de la remplacer par des forgeries où le monde redevient d'une simplicité qui émeut, et qui se divise entre, d'une part, les gentils « démocrates », et de l'autre les horribles altermondialistes « révolutionnaires » qui préparent, de longue main, l'asservissement de l'homme par l'homme.

Mais la bave des journalistes ennemis de la démocratie n'atteint pas le blanc défenseur des libertés, et le patron de *Charlie Hebdo* continue, au fil des années, à fustiger le président vénézuélien, comme si de rien n'était.

Ainsi, et par exemple, en mars 2008, fort de sa fine connaissance des complexes réalités latino-américaines, il expertise l'ordinateur de Raul Reyes, haut responsable des Farc, assassiné le 1<sup>er</sup> mars 2008 par des militaires colombiens, qui ont récupéré cet appareil dans le cours de cette opération : c'est – encore – un grand moment de grande philosophie.

Val commence par expliquer qu'il était, la semaine d'avant, à Genève (Suisse), pour le Festival international des films sur les droits humains. Dans ce cadre enchanteur, il a honoré de sa présence un « débat » sur le thème, fédérateur, de « la montée des populismes en Europe » : et il a, bien évidemment, sur un sujet si fort (comme d'ailleurs sur beaucoup d'autres), un point de vue admirablement raffiné.

Il énonce d'abord que : « Le populisme [...] rassemble les ressentiments de ceux qui font porter leur échec [...] sur un complot aux ramifications où

s'entremêlent des sociétés multinationales, l'Amérique, les Juifs, les technocrates de Bruxelles, le fisc qui rackette, les valeurs qui foutent le camp à cause des femmes qui ne font plus d'enfants et qui, lorsqu'elles en font, continuent à travailler au lieu de rester à la maison, et les étrangers en général\*. » Fort de cette exceptionnelle démonstration, où se retrouve sa rigueur journalistique, Val proclame ensuite que « Castro, Chavez sont des populistes ».

Le message étant, on l'aura compris, que le président vénézuélien, outre qu'il est (toujours) le quasi-clone de Fidel Castro, n'aime, si les mots ont un sens, ni l'Amérique, ni les Juifs, ni le fisc qui rackette, ni les femmes qui ne font plus d'enfants (ou qui refusent de rester à la maison) – ni, bien sûr, les technocrates bruxellois.

Val, au mois de mars 2008, n'en est plus à une inexactitude près, sur le Venezuela : cela fait alors des années qu'il répète, en appliqué propagateur des idées (reçues) dominantes, les mêmes imprécations, espérant peut-être, qui sait, qu'elles finiront par faire une vérité médiatique dans l'air du temps, à défaut de restituer la vérité. (Las : les faits sont têtus, et, pour ne prendre

---

\* *Charlie Hebdo*, 13 mars 2008.

qu'un exemple, Chavez, l'Américain, loin de s'épouvanter de ce que les femmes de son pays continuent de travailler, plutôt que de rester chez elles, œuvre plutôt à leur émancipation\*.)

Pour le cas, d'ailleurs, où son lectorat douterait de la vilénie du président Chavez, Val précise que l'intéressé, outre qu'il est castriste, « a des points de convergence avec un autre grand populiste, le président iranien Ahmadinejad ». Comme cela arrive parfois : l'éditorialiste désinhibé donne l'impression d'avoir cherché – et trouvé – son inspiration dans *Le Figaro*, quotidien de la droite décomplexée, où, le 3 décembre 2007, un chroniqueur maison du nom de Slama dénonçait déjà le « dictateur » Chavez, dont « les affinités [...] avec [...] Ahmadinejad en Iran ne sont pas de pure circonstance ».

Que dit Val, quant à lui? Que le chef de l'État iranien « n'aime pas les pédés, [...] n'aime pas les femmes, [...] n'aime pas les Juifs, [...] n'aime pas les intellectuels, [...] n'aime pas l'Amérique, [...] n'aime pas les parlementaires ». Et ce n'est pas faux – mais cela ne concerne nullement Hugo Chavez. Par ce procédé, où le respect de

---

\* Quant à son allergie aux « technocrates bruxellois » : elle reste, à ce jour, peu documentée.



la réalité se hisse vers des sommets nouveaux, Val induit que le président vénézuélien serait, lui aussi, une espèce de nazi, qui, non content d'exécuter (notamment) les technocrates bruxellois, n'aimerait pas non plus les pédés, les Juifs, les parlementaires (liste non exhaustive) – ne serait-ce que par l'effet de sa « convergence » avec son homologue iranien. Val ne produit bien sûr, et pour cause, aucun élément de preuve, à l'appui de cet amalgame : là comme ailleurs, trop de précisions tueraient l'imprécation.

Il affirme ensuite, du haut de son expertise ès affaires colombiennes, que « le contenu de l'ordinateur du numéro 2 des Farc », Raul Reyes, a révélé « le financement des terroristes par Chavez à hauteur de plusieurs centaines de millions de dollars ».

On ne sait d'où, exactement, Val tient cette information : il ne le précise pas. Il est bien sûr possible qu'il ait des informateurs hauts placés au sein de l'appareil du renseignement colombien. Mais il est aussi permis de supposer qu'il a plutôt pioché son scoop dans la presse dominante, qui a déjà fait ses choux gras du prétendu financement des Farc par le président Chavez : les journaux des États-Unis, bien avant que Val

n'en fasse un adjuvant de sa philosophie de la vie quotidienne au Venezuela, ont copieusement « repris l'histoire des "300 millions de dollars de Chavez aux terroristes"\* ».

Or, problème : dans l'ordinateur de Raul Reyes, retrouvé intact par les militaires colombiens qui venaient de l'abattre en Équateur, « un seul et unique passage », ainsi que l'a relevé le journaliste américain Greg Palast, « fait mention des prétendus 300 millions de dollars de Chavez ». Le voici : « En ce qui concerne les 300, que nous désignerons désormais comme "le dossier", des efforts sont déployés sur instruction du chef au "cojo", que j'expliquerai dans un autre courrier. Appelons le patron "Angel" et le handicapé "Ernesto". »

Après lecture de ces propos quelque peu cryptiques (au moins pour qui n'a pas, comme Val, une science infuse des affaires colombiennes de renseignement), Greg Palast demande : « Où est Hugo ? Où sont les 300 millions ? Et de quels 300 parle-t-on ? »

Excellentes questions, puisqu'un précédent courrier des Farc évoquait « 300 prisonniers », de sorte qu'il est, de fait, permis de se demander,

---

\* Greg Palast, « Les 300 millions de dollars de Chavez aux Farc : une invention », legrandsoir.info, 8 mars 2008.

comme fait le journaliste américain, s'il ne s'agirait pas des mêmes « 300 dont parle Reyes ».

Excellentes questions, qui devraient inciter Val à se livrer à quelques vérifications, à quelques investigations complémentaires, avant de soutenir que le président vénézuélien a soutenu les Farc à hauteur de plusieurs centaines de millions de dollars. Mais Val se dispense de ce surcroît de travail : son métier, tel qu'il le conçoit, se résume là à l'affirmation que Chavez, outre qu'il n'aime pas les Juifs, finance le terrorisme – l'essentiel étant que ces raccourcis n'empêchent personne de prôner un prompt retour à un journalisme du fait avéré hérité d'Albert Londres...

★

★      ★

Val estime – sans rire – qu'« aujourd'hui la peur de l'islamisme [...] n'est agitée que par l'extrême droite », pour « discréditer non des idées – le fascisme islamique – mais des hommes : les immigrés en général, et les Arabes en particulier en tant qu'immigrés\* ».

---

\* *Reviens, Voltaire, ils sont devenus fous, op. cit.*

Quiconque a lu ce qui s'écrit couramment dans la presse et entendu ce qui s'énonce impunément à la radio et à la télévision depuis le début des années 2000 (dans le meilleurs des cas), et plus singulièrement depuis les attentats du 11 septembre 2001, sait que c'est totalement faux : « Critiquer l'islam est au contraire devenu » en France, comme l'a souligné sur son blog le journaliste Alain Gresh, « un sport national\* » où l'éditocratie excelle, et cette critique, « souvent ignorante et qui parfois frise l'imbécillité », passe notamment par une agitation obstinée du spectre de l'islamisme qui n'est absolument pas circonscrite, comme voudrait le faire penser Val, à l'extrême droite. [Ainsi : quand la journaliste italienne Oriana Fallaci écrit, dans un pamphlet raciste publié en France en 2002, que « les fils d'Allah » – les musulmans – « se multiplient comme des rats », et qu'« il y a quelque chose, dans les hommes arabes, qui dégoûte les femmes de bon goût » (dont elle est, bien évidemment), Val laisse paraître dans *Charlie Hebdo* un éloge, rédigé par le philosophe Robert Misrahi, collaborateur régulier de l'hebdomadaire, d'où ressort que cette

---

\* Alain Gresh, « Peut-on encore critiquer l'islam? », monde-diplomatique.fr, 1<sup>er</sup> octobre 2006.

courageuse journaliste « ne proteste pas seulement contre l'islamisme assassin », mais qu'« elle proteste aussi contre la dénégation qui a cours dans l'opinion européenne, qu'elle soit italienne ou française », où « on ne veut pas voir ni condamner clairement le fait que c'est l'islam qui part en croisade contre l'Occident et non l'inverse\* ».]

C'est dans ce très particulier contexte qu'intervient la publication, dans *Charlie Hebdo*, des (désormais) fameuses « caricatures de Mahomet », dont l'une, au moins, celle qui le représente avec une bombe dans son turban, est ouvertement islamophobe, puisque par essentialisme elle réduit l'ensemble des musulmans à des terroristes – raccourci courant, il est vrai, bien au-delà des rangs de la seule extrême droite, contrairement à ce que voudrait faire accroire Val, et qui en effet, comme l'a bien observé ce dernier, « vise à discréditer, non des idées », mais bien « des hommes » : les mahométans, en tant que tels.

Quand des associations musulmanes portent plainte, après la publication de ces caricatures, Val et son avocat, Richard Malka, sont « déterminés à

---

\* Yves Rebours, « Quand *Charlie Hebdo* et *Le Monde* rivalisent d'esprit libertaire », Acrimed, 3 novembre 2002.

se battre\* » : c'est après tout, la liberté d'expression, qui est en jeu, et avec cela, on le sait, ils ne transigent ni l'un ni l'autre. Il est vrai aussi que le risque judiciaire est assez faible, puisqu'ils sont soutenus, à l'approche du procès, non seulement par la fine fleur de l'éditocratie française, mais également (et contrairement, là encore, à ce que Val, lové dans la posture du seul-contre-tous, suggérera par la suite) par la quasi-totalité de la classe politique hexagonale, de François Bayrou à François Hollande, en passant par Nicolas Sarkozy.

Au moment de la publication des caricatures, en 2006, ce dernier, alors ministre de l'Intérieur, a en effet pris publiquement position : « Je préfère un excès de caricature à une absence de caricature », a-t-il déclaré. Dans le même temps, il est vrai : le futur chef de l'État français, alors ministre de l'Intérieur, laissait condamner le dessinateur Placid, auteur d'un dessin caricaturant un policier, à 500 euros d'amende pour « injures publiques » envers « la police nationale » – preuve, parmi d'autres, que son goût pour l'impertinence est d'une géométrie changeante, suivant qu'elle s'applique aux mahométans ou aux forces de l'ordre.

---

\* *Reviens, Voltaire, ils sont devenus fous, op. cit.*

Mais Val, insensible à ces variations, s'est montré fort satisfait d'un si haut soutien (même s'il a eu, c'est vrai, dans un premier temps, l'impression que cette position de Sarkozy était « en contradiction avec d'autres, sur des questions voisines »), car, « dans la bataille, tous les renforts sont bons à prendre, dans les limites », il va de soi, « des principes démocratiques » – dont le ministre UMP de l'Intérieur et futur président de la République française est donc, chacun l'aura compris, l'avenant VRP.

Dans le cours du procès, en 2007, le même Sarkozy, devenu candidat de la droite majoritaire à l'élection présidentielle, adresse à Val une lettre de soutien qui, de nouveau, contente son destinataire : « Je ne lui ai rien demandé, mais il l'a fait\* », commentera-t-il – et cela vaut d'être salué. Ce sont des attentions qui comptent, puis, n'est-ce pas, tous les renforts sont bons à prendre – et celui-ci émane, certes, d'un homme qui, à ce moment-là, emprunte, pour sa campagne, au nom de la nécessaire dynamisation d'une droite enfin rendue à ses valeurs, certains des thèmes de prédilection du lepénisme, mais ce minuscule détail

---

\* *Idem.*

ne gêne pas Val, qui, recevant ce « témoignage » de dernière minute qu'il n'a « pas sollicité », remercie le généreux donateur : « Nous acceptons ce soutien et nous nous en réjouissons, car il prouve que dans une démocratie la gauche et la droite s'affrontent sur la base de valeurs qui ne se discutent pas, et qu'elles partagent clairement\* . »

Et de préciser : « Le Pen a jugé bon de s'exprimer en faveur de la liberté d'expression », lui aussi. Rien de formidablement étonnant, au demeurant, puisque les caricatures de Mahomet ne disent pas autre chose que la propagande islamophobe de l'extrême droite. Mais Val ne s'y laisse pas prendre, et prévient : « Nous nous passerons de ce soutien qui ne soutient que lui. »

Par ces mots, le patron de *Charlie Hebdo* joue de Le Pen comme d'un – efficace – repoussoir, qui lui permet de suggérer que, par contraste, Sarkozy, homme de « valeurs qui ne se discutent pas » et que partage aussi la gauche convenable, incarne quant à lui une droite normalement fréquentable.

Dans la vraie vie, il convient d'y insister, ce contraste est moins évident, puisque les deux hommes – le candidat du Front national et celui

---

\* *Charlie Hebdo*, 14 février 2007.



de l'UMP – font campagne, répétons-le, sur des thèmes parfois si voisins qu'on les dirait jumeaux. Cela, au reste, Val le sait fort bien, puisque lui-même, à la veille du premier tour de l'élection présidentielle, dénonce par ailleurs « un virage à droite historique de la droite » française, dont les « racines [...] s'enfoncent dans la collaboration\* », ajoutant que « le sarkozysme va lui redonner ses lettres de noblesse, comme le berlusconisme a réhabilité les descendants des fascistes, comme la droite espagnole est en train de réhabiliter le franquisme ». Et de conclure : « On se demandait en quoi Sarkozy, candidat de droite un peu agité, mais assez classique en fin de compte, était un candidat de rupture. Maintenant on le sait. Il s'agit de la rupture avec la discipline qui consiste à ne pas s'allier avec le Front national. »

Mais le même Val, comprenne qui saura, tient tout de même à décerner au même candidat, à la faveur de l'affaire des caricatures de Mahomet, un brevet d'honorabilité. La seule question que se pose finalement le patron de *Charlie Hebdo* est la suivante : au moment de la publication des caricatures de Mahomet en 2006, Sarkozy a-t-il ou

---

\* *Charlie Hebdo*, 18 avril 2007.

non « joué double jeu? » A-t-il été, « en coulisse », le complice de Chirac et Villepin, qui d'après Val étaient quant à eux fermement décidés à faire saisir l'hebdomadaire, en même temps qu'il soutenait publiquement cette publication ?

Pour en avoir le cœur net, Val, renouant avec un journalisme d'investigation bien de nature à réchauffer le cœur des lecteurs (nostalgiques) d'Albert Londres, a « sollicité une entrevue » avec le président Sarkozy, et, l'ayant obtenue, lui a « demandé » de lui « dire toute la vérité quoi qu'il arrive », s'« engageant » même « à ne rien publier si ce n'était pas publiable, pour des raisons de sécurité, ou autres ». Car au fond : pour essentielle qu'elle soit en démocratie (participative), la liberté d'expression des journalistes ne doit tout de même pas s'étendre jusqu'à la publication d'informations que Sarkozy jugerait impubliables, pour des raisons de sécurité, *ou autres* – à sa convenance...

Dans le cours de cette entrevue, et d'une façon qui n'était sans doute pas complètement imprévisible, le président assure à l'éditocrate que, non, bien sûr, il n'a pas joué double jeu au moment de la publication des caricatures de Mahomet, et lui

---

\* *Reviens, Voltaire, ils sont devenus fous, op. cit.*

rappelle notamment, pour mieux le convaincre de son intransigeante intention de ne jamais céder au « chantage que peuvent exercer des extrémistes sur la façon dont on doit garantir la liberté d'expression et les droits fondamentaux\* », qu'il a su arracher le hideux masque derrière lequel se dissimulait, fourbe comme il n'est pas permis, l'un de ces extrémistes : « Rappelez-vous mon débat avec Tariq Ramadan. J'ai été le premier et le seul homme politique à l'affronter, dans un débat public. Il a fallu que je l'accule à se démasquer en l'obligeant à dire qu'il préconisait un "moratoire sur la lapidation", et ça a été très difficile. Mais l'enjeu était essentiel et je ne l'ai pas lâché. C'était bien avant l'affaire des caricatures. Sur ce point-là, je n'ai pas varié, et je ne varierai jamais\*\* . »

Du point de vue de Sarkozy, tel que le restitue Val (qui, nous le verrons, le partage pleinement), Tariq Ramadan, professeur d'études islamiques contemporaines à l'université d'Oxford (qui ne passe *a priori* pas pour être l'un des plus actifs centres de recrutement d'Al-Qaida), serait donc un extrémiste – musulman –, doublé d'un maître

---

\* *Idem.*

\*\* *Idem.*

chanteur. Sur quoi se fonde une telle assertion ? Val ne l'a manifestement pas demandé à son prestigieux hôte, dont la parole, sur un tel sujet, vaut semble-t-il renseignement.

En tout état de cause, et à les mesurer à l'aune de leur réalité, plutôt que de ce qu'en retiennent d'improbables exégètes : les écrits de Tariq Ramadan appellent au « dialogue, à la rencontre autour des universels communs et au “vivre ensemble” dans l'enrichissement mutuel\* » – de sorte qu'à s'en tenir aux faits, plutôt qu'à des fantasmes, on a de la difficulté à imaginer leur auteur en djihadiste...

Au terme de cette rigoureuse enquête, Val, courageusement, « laisse le lecteur se faire son opinion », mais se dit, quant à lui, « désormais convaincu » que l'homme qui quelques mois plus tard entérinera sa promotion à la direction de France Inter « n'a pas joué double jeu ». (Ouf!)

Le – nouveau – chef de l'État français est donc forcément sincère, puisqu'il assure Val de sa pleine et entière sincérité. On est bien sûr enclin à le croire : si l'homme qui a promis qu'il serait « le président du pouvoir d'achat » avant d'annoncer finalement qu'il ne serait pas

---

\* Tariq Ramadan, *Mon intime conviction*, Presses du Châtelet, 2009.

le président du pouvoir d'achat (car « les caisses sont vides ») était fluctuant, cela se saurait...

Par contraste : Tariq Ramadan, que Sarkozy affirme avoir « démasqué » lors d'un débat télévisé, devient pour sa part, sous la plume de Val, qui le démasque donc une nouvelle fois, une vivante incarnation – musulmane – de la fourberie et de la duplicité. Là encore, Val est dans l'air du temps\* – dont l'intéressé a bien saisi le fond : « On a affirmé [...] que j'avais “un double discours”, sans jamais en avoir apporté de preuves claires\*\* », observe-t-il. « La rumeur est entretenue et les journalistes le répètent. Cette critique est facile : elle est souvent l'argument invérifiable (et invérifié) de ceux qui, volontairement ou non, n'entendent que très sélectivement et ont une “double audition” ».

Et Tariq Ramadan de préciser : « L'islam, disait-on – et répète-t-on encore –, permet la dissimulation, et je la pratiquerais donc sans limite : tout ce qui apparaît si beau au public occidental n'est somme toute que la face présentable d'un “agenda caché” autrement plus obscur [...]. Ces allégations, répétées des centaines de fois sur

---

\* Lire : « L'Arabe est fourbe », par Laurent Lévy, Les mots sont importants, août 2005. <http://lmsi.net/spip.php?article448>

\*\* *Idem.*

Internet (évidemment sans preuves), donnent aujourd'hui l'impression qu'il y a sans doute quelque chose de vrai dans tout cela. »

Mais dans ce cas précis, Val ne se plaint nullement de ce que le Net soit une vaste machine à produire de la rumeur – et pour cause : il est de ceux qui l'alimentent.

Ainsi, quand Daniel Cohn-Bendit lui annonce qu'il « va recevoir Tariq Ramadan au Parlement européen », le patron – pour quelques mois encore – de *Charlie Hebdo* lui suggère « de prendre la précaution de lire un ou deux livres et de se documenter un peu avant » de l'accueillir, et le met « en garde contre la séduction et la virtuosité de Ramadan à tenir un double discours ». L'intellectuel musulman suisse cherche donc à séduire – un peu comme le visqueux python Kaa dans le dessin animé que Walt Disney a tiré du *Livre de la jungle*. Du serpent, Tariq Ramadan a aussi la langue fourchue, puisqu'il excelle à tenir – accusation traditionnelle – un « double discours ». Val – et pour cause – ne documente pas cette affirmation, qui par conséquent se suffit à elle-même : il préfère observer que l'intéressé « n'a jamais renié son grand-père, fondateur des Frères musulmans,

ni sa famille, engagée dans le mouvement, ni l'ami de la famille, le banquier nazi François Genoud [...] » Rien que de très classique, là encore : « On a d'abord attaqué ma filiation. Petit-fils du fondateur des Frères musulmans, j'étais par définition dangereux, et il ne fallait pas m'écouter\*\* », se rappelle Tariq Ramadan.

Et qu'importe que cet intellectuel ait, par exemple, toujours clairement dénoncé l'antisémitisme : en lui imputant à charge, parmi quelques autres vilenies, un « ami » – nazi – de « sa famille », Val s'ouvre la possibilité d'aborder, par l'un de ces raccourcis où se fonde régulièrement sa production éditoriale, « le lien, rarement mis en débat, entre une partie des mouvements nationalistes et des mouvements islamistes arabes, et ce qui est resté du nazisme après la guerre » – lien qui, précise-t-il, « se situe d'ailleurs dans la continuité logique de l'alliance du grand mufti de Jérusalem, al-Husseini, avec Hitler\*\*\* ».

En quelques phrases, le patron de *Charlie Hebdo* passe donc, très posément, de Tariq Ramadan à Hitler. On sait qu'il a de l'entraînement, mais tout de même : la performance mérite d'être saluée.

---

\* *Reviens, Voltaire, ils sont devenus fous, op. cit.*

\*\* *Mon intime conviction, op. cit.*

\*\*\* *Reviens, Voltaire, ils sont devenus fous, op. cit.*

Dans la réalité, ce «lien» que Val prétend éclairer est moins rarement mis en débat qu'il ne l'affirme : le rappel des sinistres compromissions d'al-Husseini avec le nazisme est au contraire devenu au fil des ans un classique de la critique de l'islam en régime éditocratique.

Pour ne citer qu'un exemple, mais d'importance, tant le personnage pèse d'un poids conséquent dans la vie des idées : Bernard-Henri Lévy, dans un essai paru en 2007 et largement ovationné, *Ce grand cadavre à la renverse*, consacre plusieurs pages au «fascislamisme», où il évoque par exemple les « deux partis Baas », le Syrien et l'Irakien, qui « n'avaient de socialiste que le nom », et qui « ne l'étaient ni plus ni moins, socialistes, que les partis nationaux-socialistes dont leurs fondateurs s'étaient inspirés », puis les « textes où Hadj Amin al-Husseini, grand mufti de Jérusalem, oncle de Yasser Arafat et père spirituel de la plupart des chefs du Fatah, raconte, sans se gêner, son arrivée à Berlin à la fin des années 1930 ; son amitié avec Himmler ; la conversation où il annonce à Ribbentrop que “les Arabes” sont “prêts à collaborer avec l'Allemagne de tout leur cœur”<sup>\*</sup> », etc.

---

<sup>\*</sup> *Ce grand cadavre à la renverse*, *op. cit.*



Cela – ce récent précédent –, Val ne peut évidemment l'ignorer, puisqu'il a compté, au moment de sa publication, parmi les (très) nombreux laudateurs de l'essai de BHL – expliquant qu'il s'agissait, non des Mémoires d'Aimé Jacquet, mais d'un « livre intime et dense », où se révélaient « des convictions, une vigilance et une réflexion quant aux principes de l'État de droit » tout à fait admirables, et dans lequel « la gauche » pourrait « trouver [...] quelques éléments de fermeté politique nécessaires à sa réanimation\* ».

Mais par l'affirmation, inexacte, que ce que BHL appelle le « fascislanisme » ferait rarement débat, Val se ménage la possibilité d'ouvrir enfin – et courageusement – ce débat, et de fait, ne manque pas cette occasion de fustiger ce qu'il nomme, quant à lui (chacun sa tournure et les dogmes dominants seront bien gardés) l'« islamo-nazisme ».

À cette fin, et tout en précisant modestement que son propos « n'est pas de faire [...] une œuvre historique » – c'est heureux, car elle serait

---

\* *Charlie Hebdo*, 3 octobre 2007. Un an plus tard, renvoyant l'ascenseur, BHL écrit, dans *Le Point*, qu'« il y a du Voltaire chez Philippe Val », dont le livre, précisément, en appelle à Voltaire, le suppliant de revenir, pour soigner la folie de ses contemporains. Les petites – et moins petites – flatteries et flagorneries entre éditocrates ont ceci de plaisant que jamais elles ne se démodent.

un peu légère –, il prétend « rapprocher des faits qui n'ont rien de caché ou de mystérieux », et qui sont même « recensés dans les travaux des historiens », mais « qui, étrangement, ne trouvent guère d'écho au-delà des cercles spécialisés ».

Le mot important est ici « étrangement » : il suggère, dans l'époque, une espèce de conspiration du silence contre les « faits » que Val, rompant l'*omerta*, s'apprête à mettre en lumière. Un tel complot contre la vérité – historique – n'est guère évident, puisqu'au moment où il écrit, ces faits qui seraient tus figurent en réalité, il convient d'y insister un peu lourdement, dans un récent best-seller de BHL. Mais cette dramatisation a pour avantage de souligner, par anticipation, la gravité des vraies-fausses révélations de Val, qui se résument, pour l'essentiel, à ces quelques propositions : un, « dès la fin des années 1930, les nazis et le leader palestinien, grand mufti de Jérusalem, Hadj Amin al-Husseini établissent des liens » ; deux, « c'est al-Husseini qui adoube Yasser Arafat, dont il est le grand-oncle » ; trois, « Arafat, fidèle à al-Husseini, est convaincu de la pertinence des *Protocoles des sages de Sion* et pénétré d'un antisémitisme hérité de l'idéologie

nazie. Et, malgré de réelles évolutions, il a finalement laissé un héritage conforme à ses premières amours : la haine et la violence\* ».

Yasser Arafat était donc, en dépit de « réelles évolutions » – celles, sans doute, qui lui ont valu de recevoir le prix Nobel de la paix des mains d'un jury peu regardant –, pétri de nazisme, et ce trait s'est transmis à ses héritiers – les Palestiniens occupés –, dont rien, en somme, fors l'engagement pronazi du grand mufti de Jérusalem, n'explique, dans cette présentation, qu'ils aient recours à la « violence » : celle que leur inflige par exemple le gouvernement israélien n'est donc pour rien dans leur exaspération.

À preuve : « On ne compte pas », écrit Val, « les dérapages où Arafat s'arrangeait pour montrer quelle était sa conviction profonde ». De surcroît : « Ce qu'il exprimait en anglais pour ses interlocuteurs occidentaux était savamment décalé par rapport à ce qu'il disait en arabe ». Car il était, lui aussi, fourbe, on l'aura compris – et adepte, comme Tariq Ramadan, du double discours.

Sur Internet, Dominique Vidal rétablit une vérité dont Val – comme avant lui BHL – occulte

---

\* *Reviens, Voltaire, ils sont devenus fous, op. cit.*

quelques pans. Il rappelle, d'abord, que « la propagande israélienne exhibe, depuis des décennies, la période durant laquelle le grand mufti de Jérusalem, Hadj Amin al-Husseini, collabora activement avec le III<sup>e</sup> Reich comme avec l'Italie fasciste\* ». Val et son ami Bernard-Henri ne sont donc pas complètement seuls, dans le monde libre, à exhumer des faits prétendument cachés – qui présentent la commodité qu'ils permettent d'insinuer que l'hitlérisme est un signe particulier commun à tous les Palestiniens.

Dominique Vidal, s'appuyant notamment sur les travaux du chercheur Gilbert Achcar, confirme : « Le mufti a pris fait et cause pour le nazisme, au point d'approuver le judéocide. » Mais il rappelle, surtout, que ce sinistre engagement n'était nullement représentatif « des mouvements nationaux palestinien et arabe dans leur ensemble », et que « le nombre des Arabes qui combattirent » dans le camp allié « et y trouvèrent la mort a été incomparablement plus élevé que le nombre de ceux qui se joignirent aux troupes de l'Axe\*\* ».

Val ne doit pas ignorer ce fait – mais préfère fonder un large pan de sa dénonciation de « l'islamo-

---

\* Dominique Vidal, « Le grand mufti, les Palestiniens et le nazisme », monde-diplomatique.fr, 8 décembre 2009.

\*\* *Idem.*

nazisme» dans la compromission, « à la fin des années 1930 », d'un triste individu – et suggérer au passage que la résistance palestinienne, telle que l'a notamment incarnée Yasser Arafat, se résumerait à cette compromission.

Il est vrai que Val peut donner la nette impression qu'il se défie des Arabes, les jugeant, par essence, antisémites : c'est du moins ce qui ressort, pour autant que les mots aient un sens, de son éditorial, singulièrement ébahissant, du 5 janvier 2005, où il écrit que les journalistes Christian Chesnot et Georges Malbruno, pris en otages en Irak, « ont été enlevés par des terroristes islamiques qui adorent égorger les Occidentaux, sauf les Français, parce que la politique arabe de la France a des racines profondes qui s'enfoncent jusqu'au régime de Vichy, dont la politique antijuive était déjà, par défaut, une politique arabe ».

L'ineptie peut certaines fois mettre du temps à s'imposer pour ce qu'elle est. D'autres fois : non.

Pierre Tevanian, professeur de philosophie et coanimateur du site Les mots sont importants (LMSI), l'a fort justement relevé : « Qualifier la politique antijuive de Vichy de politique "arabe" n'a aucun sens puisque aucune influence arabe

n'a joué un quelconque rôle dans cette entreprise criminelle » où « tout s'est passé entre l'Allemagne nazie et la France de Vichy\* . »

Dès lors, « pour que cette phrase insensée signifie quelque chose, il faut admettre un postulat raciste : le postulat selon lequel les Arabes, en bloc, sont antisémites par nature ». Ce n'est qu'à partir de ce présumé qu'une « politique arabe » peut être présentée, en tant que telle, comme une politique antijuive – ce qui revient à dire que les mots « arabe » et « antisémite » sont synonymes.

« En d'autres termes : Philippe Val essentialise “les Arabes”, en fait une entité homogène pour ensuite attribuer à cette essence (“les Arabes”) un caractère infamant (“antisémite”)\*\* . »

Pierre Tevanian conclut que cette « manière de penser » relève du racisme. Mais elle est à la mode, et passe inaperçue...

★

★      ★

---

\* Pierre Tevanian, « Philippe Val est raciste », Les mots sont importants, août 2007.

\*\* *Idem.*

Il ne messierait pas, non plus, d'après Val, que l'Occident fasse preuve, à l'endroit du monde arabo-musulman, d'un peu de fermeté, en le confrontant à ses responsabilités.

Évoquant à l'automne 2006 l'atroce agression d'une « jeune femme brûlée dans » un « autobus de Marseille », en qui il voit « la première victime d'un emballement spectaculaire de la démagogie politique et de l'abrutissement qui s'en nourrit », il écrit que ses agresseurs « sont, certes, des assassins, mais aussi des abrutis de la pire espèce », qui « carburent à un sentiment bien précis : celui d'accomplir l'inépuisable vengeance d'avoir été humiliés\* ».

Nul ne sait, puisque rien n'indique qu'il ait recueilli des aveux, d'où il tient cette information exclusive – mais, convaincu par sa propre démonstration, il en tire immédiatement la leçon, plus générale, que : « L'humiliation est devenue, non plus une maladie sociale qu'il faut guérir en supprimant ses causes, mais un outil politique magique, un sentiment à cultiver et à entretenir pour galvaniser les masses ». Qui, exactement, cultiverait et entretiendrait ce sentiment? Ce n'est pas dit précisément. Mais cette pénible démagogie a un

---

\* *Charlie Hebdo*, 1<sup>er</sup> novembre 2006.

précédent, et non le moindre : « Hitler » – encore lui ! – a, en son temps, « massivement nourri sa rhétorique » de cet « argument » de l’humiliation.

D’un coup de baguette magique, Val rattache donc un abominable fait divers à la montée du nazisme. Le raccourci est – comme toujours – audacieux. Inepte, diraient certains. Mais il a ceci de très commode, qu’il permet de disqualifier *a priori* quiconque aurait l’incongrue prétention de chercher trop d’explications sociologiques – dans trop d’humiliations – à certaines « violences urbaines », puisque de telles explications relèveraient d’une rhétorique qui était celle, aussi, du nazisme. (Certes, précise Val : « Les situations sont différentes aujourd’hui », à Marseille, de ce qu’elles étaient dans l’Allemagne des années 1930. « Il ne s’agit » donc « pas » du tout « de les comparer ». Mais un peu tout de même...)

Et d’ajouter : « S’il y a une leçon que nous n’avons pas retenue de l’histoire, c’est bien celle-ci. Nous agissons avec le monde arabo-musulman comme les sociologues bien-pensants agissent avec les populations des quartiers sensibles. Nous disons : les Arabes sont humiliés. La colonisation, le conflit israélo-palestinien, la guerre d’Irak, autant d’humiliations. »



Nouveau coup de baguette magique : après avoir amalgamé un fait divers avec la montée du nazisme, tout en précisant qu'il ne s'agissait bien sûr pas de comparer des situations très différentes, Val, poursuivant sa réflexion, s'émeut de ce que de sots bien-pensistes appliquent « une même vulgate des causes de la haine [...] fondée sur » l'« humiliation » aux « quartiers sensibles » des villes françaises et au « monde arabo-musulman ».

Et tout cela fait une bouillie un peu indigeste, mais qui lui permet finalement d'arriver à cette conclusion : « Les vraies causes de l'humiliation des Algériens, ce n'est plus la colonisation, c'est la confiscation des richesses de la démocratie par une clique de militaires qui tente de dissimuler ce scandale en instrumentalisant un intégrisme musulman dont le moteur est, lui aussi, "l'humiliation des Arabes", si gentiment servie par une opinion de gauche bien-pensante ».

D'une part, donc, le moteur de l'intégrisme musulman est le même que celui de la rhétorique hitlérienne, et que celui, aussi, de la démagogie que les sociologues bien-pensants appliquent aux « quartiers difficiles ». Par conséquent : ces sociologues, et plus généralement la « gauche

bien-pensante », font le jeu de cet intégrisme (et de l'hitlérisme), lorsqu'ils pointent l'humiliation des jeunes des banlieues – « la racaille », selon la terminologie en vigueur sous le règne de Sarkozy.

D'autre part, et à plus long terme : si la véritable humiliation des Arabo-musulmans, Algériens ou autres, est celle que leur font subir leurs dirigeants, rien n'interdit, au fond, de continuer à leur infliger par exemple, puisqu'elles ne sont pas ce qui les humilie véritablement, de savantes critiques de l'islam – fût-ce sous la forme de caricatures. Voilà qui tombe bien!

★

★      ★

Val n'a que fort peu d'estime pour les « gros connards » – le mot est de lui – qu'émeut le sort des Palestiniens.

Il produit ainsi, au tout début du mois d'août 2007, un éditorial où il énonce, d'abord, que « les défenseurs radicaux des Palestiniens » – dont nul ne sait, car ce n'est pas précisé, en quoi ils seraient

spécialement radicaux – « ont été bien silencieux dans les tentatives de sauver » le médecin palestinien détenu à l'époque en Libye, en même temps que des infirmières bulgares. Val demande : « Que dit France-Palestine, par exemple? » Val répond : « Rien, ils s'en foutent. » Val demande : « Pourquoi? » Val répond : « Parce que Kadhafi est un ami\* »

Une seule association porte un nom contenant les deux mots « France-Palestine » : c'est l'Association France-Palestine Solidarité (AFPS), où l'on chercherait en vain, et pour cause, le moindre signe d'une quelconque amitié pour le régime du colonel Kadhafi, puisqu'elle a au contraire dénoncé par exemple, sur son site, « le passé très récent du personnage » et « les crimes auquel son nom est associé ».

Mais Val, posément, explique que, puisque « Kadhafi déteste Israël et l'Amérique, [...] on » – ce « on » désignant donc France-Palestine – « ne va rien dire ou faire contre lui ». Et de conclure : « Voilà bien la preuve que les Palestiniens ne sont qu'un prétexte pour la plupart de ces gros connards qui, en réalité, dépensent toute leur énergie, non en amour des Palestiniens, mais en

---

\* *Charlie Hebdo*, 1<sup>er</sup> août 2007.

haine des Juifs, de l'Amérique, et de la démocratie en général... »

Sur la seule foi de ses propres outrances, Val affirme donc avoir démontré – avoir apporté « la preuve » – que les militants de France-Palestine, sont, « pour la plupart », des « gros connards » antisémites, racistes, qui haïssent la démocratie.

Calomnie, insulte : rien ne manque à cet ahurissant exposé.

Les responsables de l'AFPS, choqués – on le serait à moins – envisagent alors de porter plainte contre le patron de *Charlie Hebdo*, qui se fend, huit mois plus tard, en avril 2008, de ce curieux rectificatif : « J'avais mis en cause [...] France-Palestine en la décrivant comme une association amie de Kadhafi et donc haineuse d'Israël, des Juifs et de la démocratie. J'admets bien volontiers que ces propos ne concernaient pas France-Palestine Solidarité (AFPS). C'était évident, mais cela va mieux en le disant. Navré si cela a fait problème\* . »

Commentaire, éclairant, de l'association Acrimed : « “Navré” ? Mais de quoi ? D'avoir écrit – il faut le rappeler, puisque Philippe Val omet de se citer – que France-Palestine était “des

---

\* *Charlie Hebdo*, 2 avril 2008.

gros connards qui, en réalité”, dépendent toute leur énergie, non en amour des Palestiniens, mais en haine des Juifs? “Navré” de s’être trompé? Même pas. Philippe Val, incapable de reconnaître qu’il voit des antisémites partout, n’admet pas son erreur. À l’en croire, “France-Palestine” ne renverrait pas à l’Association France-Palestine Solidarité (AFPS), dont le site est : [www.france-palestine.org](http://www.france-palestine.org). “C’est évident”, écrit-il. Mais à quoi renvoie cette entité “France-Palestine”, puisqu’il n’existe pas d’autre association nommée ainsi? »

Bonnes questions – qui évidemment resteront sans réponses.

Dans son essai *Reviens, Voltaire, ils sont devenus fous*, où se trouve aussi le récit au long cours de sa préparation au procès que lui ont intenté des associations musulmanes après la publication des caricatures de Mahomet, un épisode, *a priori* très anecdotique, peut retenir, ici, l’attention : c’est celui où Val supplie son ami le cinéaste Claude Lanzmann, réalisateur de *Shoah*, qui a, dit-il, « un sérieux penchant pour la contradiction et la provocation » – traits auquel lui-même serait plutôt

---

\* Mathias Reymond, « Philippe Val est navré, Philippe Val est navrant », Acrimed, 9 avril 2008.

allergique, lorsqu'ils s'exercent à ses dépens –, et qui viendra témoigner en sa faveur devant le tribunal, de ne pas parler, surtout, d'Israël : « Claude, si tu commences à parler d'Israël, on n'en sortira plus », lui explique-t-il.

Explication : « Il ne faut pas », écrit Val, que « l'autorité morale » de Claude Lanzmann « soit brouillée par le soupçon que son attachement à l'État d'Israël puisse infléchir son jugement ». Dès lors, Val et son avocat, Richard Malka, déjà croisé dans ces pages, suggèrent « prudemment » à leur témoin de « rappeler » plutôt « son engagement historique aux côtés de la résistance algérienne » : il s'agit, « surtout », d'« éviter que la question d'Israël ne vienne compliquer le débat\* ».

Il s'agit, aussi, de brider, dans l'enceinte judiciaire où sera défendue la liberté d'expression en général, celle, en particulier, de Claude Lanzmann, qui semble du reste l'avoir parfaitement compris, et qui répond à Val et à son avocat : « Vous commencez à me faire chier, mes chéris. » (Mais qui cependant se pliera à leur injonction : « Ce que tu veux que je fasse, c'est Dalil Lanzmann\*\* », lâche-t-il...)

---

\* *Reviens, Voltaire, ils sont devenus fous, op. cit.*

\*\* *Idem.*

Val juge donc que « parler d’Israël » dans l’enceinte où doit être jugée l’affaire des caricatures de Mahomet serait contre-productif.

Le problème est que lui-même, pour soucieux qu’il soit soudain de ne pas mélanger les genres, s’exonère très volontiers de toute retenue – et ne manque pas d’assimiler, par exemple, l’attention portée au sort des Palestiniens – « l’antisionisme », dans sa terminologie – à un antisémitisme.

« Les amis inconditionnels des Palestiniens ont l’habitude de parer à toute “accusation” infamante en affirmant régulièrement qu’ils sont antisionistes, pas antisémites\* », écrit-il par exemple – sans préciser qui sont, au juste, ces « amis inconditionnels » (mais chacun peut supposer qu’il s’agit, par définition, de « connards » d’un conséquent volume). Or, affirme-t-il : « L’antisionisme est bel et bien le faux nez de l’antisémitisme ». Sur quoi fonde-t-il cette opinion ? Sur l’affirmation que les antisionistes contestent « l’existence même de l’État d’Israël », et que « l’antisionisme est un mot forgé contre le patriotisme israélien, qu’il soit de droite ou de gauche », qui « dénie la légitime défense de leur patrie par les Israéliens, quelle que soit leur sensibilité politique ».

---

\* *Idem*

Par ce grossier raccourci, Val entérine l'un des plus solides fondements de la propagande du gouvernement israélien, qui présente sa politique de colonisation des territoires palestiniens, non pour ce qu'elle est, mais comme de la « légitime défense » : nous tenons là une déclinaison de ce que Mona Chollet a identifié comme une tendance, lourde, à « s'incommoder de ce que les opprimés [...] aient une manière tout à fait malséante d'exprimer leur désespoir », et, plus précisément, à « inverser les causes et les conséquences de leur radicalisation (il n'y a pas d'attentats en Israël parce qu'il y a une occupation, mais il y a une occupation parce qu'il y a des attentats)\* ».

Surtout : Val remodèle, à des fins idéologiques, une réalité évidemment plus complexe qu'il ne veut bien l'envisager – et dans laquelle, pour ne citer que cet exemple, le journaliste israélien Gideon Levy, obstiné contempteur de la colonisation de la Palestine, se présente lui-même comme un « patriote » (et « considère que les véritables amis d'Israël sont ceux qui protestent contre sa politique, contre l'occupation, contre le blocus et contre la guerre\*\* »).

---

\* Mona Chollet, « L'obscurantisme beauf. À propos du tête-à-queue idéologique de *Charlie Hebdo* », article cité.

\*\* Gideon Levy, *Gaza*, La Fabrique, 2009.



Mais ce sont-là des nuances qui échappent à Val – à moins qu’il ne veuille tout simplement pas les envisager, les jugeant trop inconfortables au regard de la pensée binaire qui lui fait (re)dire aussi que « le mot d’antisionisme correspond à cette autre étrangeté à gauche, laquelle est une vieille histoire pour l’extrême droite : l’antiaméricanisme\* ». La boucle est ainsi bouclée : la critique – de gauche – du gouvernement américain relève, non de la politique, mais d’un racisme antiaméricain qui est, quant à lui, un antisémitisme.

La gauche, décidément, n’est guère fréquentable – quand elle est vraiment de gauche...



Au mois de juin 2008, le dessinateur Siné écrit, dans *Charlie Hebdo*, où il tient une chronique hebdomadaire : « Je n’ai jamais brillé par ma tolérance mais ça ne s’arrange pas et, au risque de passer pour politiquement incorrect, j’avoue que,

---

\* *Reviens, Voltaire, ils sont devenus fous*, op. cit.

de plus en plus, les musulmans m'insupportent et que, plus je croise les femmes voilées qui prolifèrent dans mon quartier, plus j'ai envie de leur botter violemment le cul. J'ai toujours détesté les grenouilles de bénitier catholique vêtues de noir, je ne vois donc pas pourquoi je supporterais mieux ces patates à la silhouette affligeante et véritables épouvantails contre la séduction!\* »

Contrairement à ce qu'affirme son auteur, il n'y a rien de « politiquement incorrect » dans ce propos : venant après une loi interdisant aux lycéennes le port du foulard, avant le débat sur celui du voile intégral, et dans un temps où, plus largement, les agressions et discriminations anti-musulmanes se multiplient, ils sont, au contraire, tout à fait dans l'esprit du temps – et ne provoquent d'ailleurs aucune espèce de réaction particulière : Val, en particulier, ne s'en offusque nullement.

Quelques jours plus tard, le 23 juin, Patrick Gaubert, eurodéputé UMP et président de la Ligue internationale contre le racisme et l'antisémitisme (Licra), explique dans *Libération* qu'un des fils de Sarkozy, Jean, « vient de se fiancer avec une Juive, héritière des fondateurs

---

\* *Charlie Hebdo*, 11 juin 2008.

de Darty, et envisagerait de se convertir au judaïsme pour l'épouser ».

Le 2 juillet 2008, Siné, reprenant à son compte ces propos inexacts, écrit dans sa chronique : « Jean Sarkozy, digne fils de son paternel et déjà conseiller UMP, est sorti presque sous les applaudissements de son procès en correctionnelle pour délit de fuite en scooter ! Le parquet (encore lui !) a même demandé la relaxe. Il faut dire que le plaignant est arabe ! Ce n'est pas tout : il vient de déclarer vouloir se convertir au judaïsme avant d'épouser sa fiancée, juive et héritière des fondateurs de Darty. Il fera du chemin dans la vie, ce petit. »

Dans son livre *Reviens, Voltaire, ils sont devenus fous*, Val narre ce qui se passe alors : il a « au téléphone », Claude Askolovitch, journaliste, à l'époque, au *Nouvel Observateur* (il a depuis rejoint *Le Journal du dimanche*), qui « travaille [...] à un livre sur Jean Sarkozy » et qui lui « dit que la mère de Jean Sarkozy et la famille de sa fiancée ont l'intention de porter plainte contre *Charlie* ». Askolovitch ajoute qu'« il va » quant à lui « charger » l'hebdomadaire, le soir même, sur RTL, où il intervient régulièrement. Et de fait : il dénonce à l'antenne, le 8 juillet, « un article antisémite dans un journal qui ne l'est pas » –

il s'agit, on l'aura compris, de la chronique de Siné. Puis annonce que Val, « insoupçonnable d'antisémitisme, quant à lui », prépare « un éditorial pour expliquer que Siné est une ordure ». Cette dernière information s'avèrera fausse, mais, quelques jours plus tard, Val annonce que « Siné arrête de travailler pour *Charlie*\* ». Et de préciser que les propos du dessinateur « pouvaient être interprétés comme faisant le lien entre la conversion au judaïsme, le mariage avec une jeune fille juive et la réussite sociale, ce qui n'était ni acceptable ni défendable devant le tribunal\*\* ».

La séquence, extraordinaire, vaut qu'on s'y arrête. Val, héraut de la liberté d'expression depuis la publication des caricatures de Mahomet, reçoit ce qu'il faut bien appeler un avertissement d'un confrère, manifestement assez proche de Jean Sarkozy, qui l'informe de ce que celui-ci, marié, envisage de porter plainte contre *Charlie*, après la publication d'une chronique qu'il juge antisémite – et autour de laquelle le même confrère s'est chargé de faire un conséquent battage, six jours après sa parution, alors qu'elle était jusque-là passée totalement inaperçue.

---

\* *Libération*, 17 juillet 2008.

\*\* *Charlie Hebdo*, 16 juillet 2008.

Val, alors, loin de s'offusquer d'un procédé pour le moins étrange, adopte immédiatement le point de vue de ce journaliste – et fidèle messager –, qui se trouve être celui, aussi, de Jean Sarkozy, et, plutôt que de défendre Siné, fait le choix d'interpréter sa chronique, non comme « la raillerie circonstanciée de l'opportunisme du fils Sarkozy\* », mais comme un texte antisémite, indéfendable devant un tribunal.

En d'autres termes : quand un dessinateur induit par une caricature que les musulmans sont tous des terroristes, ce n'est pas de l'islamophobie, mais de l'humour, et cela peut – et doit – être assumé jusqu'en justice. Mais quand Siné, moquant un fils de Sarkozy, reprend les propos d'un élu européen de l'UMP, cela n'est ni acceptable ni défendable. La liberté d'expression des caricaturistes varie donc, suivant qu'elle s'applique par exemple aux musulmanes, « épouvantails contre la séduction », ou à Jean Sarkozy.

Dans son livre, Val le confirme : il ne veut, cette fois-ci, « pas de procès ». Car, explique-t-il : « Qu'on le gagne ou qu'on le perde, un procès pour antisémitisme après l'affaire des caricatures

---

\* *Reviens, Voltaire, ils sont devenus fous, op. cit.*

revient à foutre en l'air des années de [...] travail. » Très soucieux d'établir, un an auparavant, que les caricatures de Mahomet n'étaient nullement racistes, Val, changeant radicalement son point de vue, n'envisage pas du tout de pouvoir démontrer, en gagnant un nouveau procès, que la chronique de Siné n'était pas antisémite, et relevait, elle aussi, de la liberté d'expression : un tel procès serait, selon lui, « infamant\* ».

Or : le dessinateur va gagner le procès finalement intenté par la Licra – présidée, alors, par Patrick Gaubert –, qui lui reproche d'avoir associé « les Juifs au pouvoir (le fils du président de la République) » et « à l'argent (Jean Sarkozy se convertirait pour épouser une riche héritière) », et d'avoir ainsi recyclé des « poncifs de l'antisémitisme » – quand il s'est, répétons-le, limité à reprendre, presque mot pour mot, des considérations du même Patrick Gaubert expliquant dans *Libération* que le fils Sarkozy venait « de se fiancer avec une Juive, héritière des fondateurs de Darty ».

Le jugement relève que Siné, dans sa chronique, a usé « de sa liberté d'expression », et que « ses positions ne constituent pas une incitation à

---

\* *Idem.*

la haine raciale » : le caricaturiste, est-il précisé, « s'est autorisé à railler, sur le mode satirique, l'opportunisme et l'arrivisme d'un homme jeune, engagé sur la scène politique ». Mais il « ne creuse » absolument pas « le préjugé de l'antisémitisme ».

Un tel procès n'avait donc rien d'infamant, dès lors qu'il était gagné : il a contraire démontré que l'accusation de racisme lancée contre la chronique de Siné était infondée.

Val, pour se justifier d'avoir lâché Siné – car c'est bien de cela qu'il s'agit –, invoque, dans son essai *Reviens, Voltaire, ils sont devenus fous*, un précédent : celui du philosophe Robert Misrahi, qui avait, on l'a évoqué, fait dans *Charlie Hebdo*, en 2002, un éloge du pamphlet raciste d'Oriana Fallaci, *La Rage et l'Orgueil*. Val explique qu'un autre collaborateur de l'hebdomadaire, Stéphane Bou, avait alors « fait [...] une chronique [...] où » il exprimait « le point de vue du journal désapprouvant la chronique de Misrahi » – lequel avait alors démissionné. D'après Val, « ce n'est pas que ça ressemble à l'affaire Siné : c'est exactement l'affaire Siné », à ceci près, déplore-t-il, que cette fois-là ni les « journalistes qui ont publié des pages entières diffamatoires sur *Charlie* pour

défendre Siné », ni « les défenseurs d'une liberté d'expression sans concession », ni même, et plus généralement, « les flics de la liberté » (*sic*) ne s'étaient mobilisés pour défendre le chroniqueur démissionnaire.

Dans la réalité, bien sûr : les deux épisodes ne se valent pas. Par exemple : personne n'a menacé *Charlie Hebdo* d'un procès, après la publication du texte où Misrahi jugeait que la journaliste italienne n'écrivait pas « que des absurdités ». Puis : quand bien même la menace d'un procès aurait été brandie, Val ne l'eut peut-être pas forcément jugé *a priori* infamant, puisqu'en somme Fallaci, énonçant dans son pamphlet que « d'une manière ou d'une autre, les imams » étaient « les guides spirituels du terrorisme », ne disait rien d'autre, avec ses mots à elle et avec un peu d'avance, que ce qu'allait à son tour suggérer quelques années plus tard l'auteur de la caricature représentant Mahomet avec une bombe dans son turban.

Et bien sûr, Siné, lui, n'a pas démissionné. Il a été viré : cela fait, tout de même, une petite différence.

Dans son essai – déjà cité – paru à l'automne 2008, Val évoque une autre caricature : celle où le dessinateur Plantu l'a représenté « en nazi



faisant le salut hitlérien et virant Siné à coups de pieds ». C'est-à-dire, d'après Val, « dans la posture de l'antisémite chassant un Siné figurant un Juif persécuté ». L'éditocrate renoue alors avec une rhétorique qu'il affectionne : de son point de vue, en effet, Plantu, par son dessin, publié dans *L'Express*, a voulu « faire comprendre à son lecteur que l'antisémitisme est en réalité généré par celui qui prétend le dénoncer, alors que celui qui exprime l'antisémitisme, au contraire, est un opprimé\* ». Dans l'esprit de Val, donc : Siné « exprime l'antisémitisme » – avec la complicité de Plantu.

Et l'essayiste de préciser : « Plantu reprend là un grand classique de l'antisémitisme, mais le sait-il lui-même ? Peut-être, à l'instar de Monsieur Jourdain, fait-il du révisionnisme sans le savoir. » Et de conclure que Plantu « exprime le vieux rêve antisémite de réussir à rendre les Juifs uniques responsables de leur massacre\*\* »...

La violence du propos ne doit pas heurter. Elle synthétise dix années d'intimidations intellectuelles – et pose, définitivement, que Val peut

---

\* *Reviens, Voltaire, ils sont devenus fous, op. cit*

\*\* *Idem.*

impunément caricaturer en nazis ses contradicteurs, mais que tout plaisantin qui aurait l'effronterie de le prendre à son propre jeu, et sur son propre terrain, serait forcément un envoyé du Mal.

★

★      ★

Le journalisme, selon Val, qui manque rarement une occasion de prodiguer de sévères (mais justes) leçons d'éthique et de déontologie, doit en théorie s'attacher aux faits, sans bien sûr s'interdire l'analyse, mais en prohibant, tout de même, toute opinion qui serait fondée sur d'autres opinions – sur des présupposés, idéologiques ou autres – plutôt que sur la réalité.

Sa pratique, tout au long de l'évolution qui l'a fait passer en dix ans de la moquerie de « l' Aimé Jacquet de la pensée » à l'intégration du cercle des « amis de Bernard-Henri », fut parfois un peu différente : on ne compte plus les malheureux qui, parce qu'ils avaient commis un crime de lèse-Val

en lui portant la contradiction, ou plus généralement parce qu'ils avaient pensé trop à l'écart de la doxa dominante, se sont vu tenter d'extravagants procès d'intentions.

Au vrai : Val aurait eu tort de se gêner, puisque cette digne et pesée conception de son métier, où les puissants – élus, patrons, éditocrates – n'ont trouvé qu'assez peu de vrais motifs de fâcherie, lui a finalement ouvert un accès vers le firmament de l'audiovisuel étatique, sous le règne, décomplexé, de Sarkozy.

En avril 2009, alors que la nouvelle de sa nomination prochaine à la direction de France Inter commence à circuler, laissant derrière elle un sillage où le rire le dispute à la consternation, Val fait ce qu'il appelle une « mise au point\* ». Il était « en vacances » en Égypte, explique-t-il, quand « la rumeur parisienne » l'a « rattrapé sur les bords du Nil », où il a alors appris « que certains avaient eu l'amabilité de le promettre à des fonctions pharaoniques dans une station de radio chère à » son « cœur ».

Val, dont la surprise n'est pas mince, « ignore quelles sont les sources des journalistes qui se

---

\* *Charlie Hebdo*, 8 avril 2009.

sont exprimés », mais il « imagine que les relations amicales et professionnelles notoires » qu'il entretient « depuis bientôt vingt ans » – un bail – avec le nouveau patron de Radio France, Jean-Luc Hees, qui vient d'être nommé par Sarkozy, « les ont conduits à cette conclusion un peu hâtive ».

Val précise : « À ce jour, ils en savent plus que nous et nous les en félicitons. »

Les journalistes qui ont évoqué la promotion du patron de *Charlie Hebdo* à la chefferie de France Inter sont par conséquent un peu légers : ils propagent, un peu hâtivement, une « rumeur » – c'est-à-dire, d'après la définition de ce mot, une information dont l'« origine et la vérité sont incertaines ».

Ce n'est pas très sérieux.

Et en même temps : ce n'est pas non plus complètement saugrenu, et il s'avère assez vite que la nouvelle était finalement, plutôt qu'une rumeur, une information parfaitement exacte, puisque aussi bien le 13 mai suivant – un mois, donc, après leur avoir adressé cette crâne mise au point –, Val explique à ses « chers lecteurs [...], chers amis », qu'il quitte *Charlie Hebdo* – non,

bien sûr, « comme le croient certains », parce qu'il aurait « trouvé du boulot ailleurs », mais parce que sa « décision était prise depuis longtemps\* ».

Il insiste : « Le changement de présidence à Radio France n'a rien à voir avec » son départ, « puisqu'il n'en était encore nullement question » lorsqu'il a décidé, « après le procès des caricatures de Mahomet », couronnement d'une (première) vie d'éditocrate, de « tout mettre en place pour assurer » sa « succession » à la direction de l'hebdomadaire d'où il a si longtemps lancé ses anathèmes.

Mais, tout de même : il devient, bel et bien, le nouveau directeur de France Inter.

Et il fera, quelques semaines plus tard, un récit un tout petit peu différent de celui qu'il a d'abord livré dans sa « mise au point » du 8 avril, et dans lequel il narre finalement que c'est dès le mois de janvier 2009 (trois mois, donc, avant que ce qu'il a dans un premier temps présenté comme une étonnante « rumeur » ne l'atteigne, selon ce qu'il a initialement raconté, jusque dans sa retraite égyptienne) que son vieux camarade Jean-Luc Hees – l'ami de vingt ans – lui a fait

---

\* *Charlie Hebdo*, 13 mai 2009.

part de son intention de se hisser à la présidence de Radio France, et lui a suggéré qu'il pourrait quant à lui, dans un tel cas de figure, prétendre à celle de France Inter\*.

Val s'ouvre alors de cette double ambition à une autre sienne amie, Carla, musicienne, avec qui il a passé naguère de conviviales soirées « à rejouer le répertoire des grandes chansons françaises », et qui se trouve être désormais, par l'effet de ce qu'il faut bien appeler une miraculeuse coïncidence, l'épouse du nouveau chef de l'État français, seul maître des nominations à la tête de l'audiovisuel public. (La vie est parfois si bien faite qu'elle donne envie de battre des mains.) Informé – par sa moitié – du projet heeso-valien, Sarkozy trouve l'idée formidable, et donne son feu vert.

Luc Chatel, porte-parole du gouvernement, lâchera quelques mois plus tard (en octobre 2009) à l'antenne de Radio J, l'explication suivante : Val, nouveau patron de France Inter, est selon lui « une prise de guerre sarkozyste\*\* ».

Val est de son côté d'un avis très différent, et si d'aucuns s'étonnent de son adoubement par le

---

\* *Le Monde*, 18 juin 2009.

\*\* *Marianne2.fr*, 29 octobre 2009.

président le plus réactionnaire que la France ait de fort longue date connu, fait notamment valoir, pour sa défense, cet argument typiquement de son cru : « Ma famille n'a pourtant pas vendu de beurre aux Allemands\* . »

De fait : nul n'a formulé une si absurde supposition. Dans la réalité, on l'a plus d'une fois vérifié : c'est plutôt Val lui-même qui, au fil des années – et de l'indexation de sa production éditoriale sur celle, notamment, de son ami Bernard-Henri –, a pris le pli d'imputer à ses contradicteurs, ou à qui pensait trop différemment de lui, d'imaginaires compromissions. Mais à l'aune du système de pensée (et d'intimidation, aussi) qu'il a ainsi élaboré, l'affirmation que sa famille n'a pas commercé avec les Allemands suffit sans doute à établir qu'il fera un excellent directeur, pour une radio étatique.

Quelques mois plus tard, premier accroc sérieux à sa nouvelle tunique patronale : il lâche, au détour d'un entretien avec des syndicalistes, que « France Inter est une radio qui coûte cher à » son « actionnaire, qui n'est pourtant pas très bien traité par la station ». Par ces

---

\* *Télérama*, 30 mai 2009.

mots, Val donne à ses interlocuteurs la dérangeante impression qu'il confond le véritable actionnaire d'«Inter» (c'est-à-dire l'ensemble de ses auditeurs, et plus généralement les contribuables dont les impôts financent Radio France) avec « le pouvoir qui l'a nommé ».

Cette apparente confusion suscite de l'inquiétude dans les couloirs de la station – où l'on se rappelle peut-être que Val n'éprouve guère de tendresse pour les journalistes qui auraient l'effronterie de se montrer insuffisamment caressants avec leur actionnaire : n'a-t-il pas tancé, naguère, le « parasite » Serge Halimi, jugeant que celui-ci aurait dû démissionner du groupe *Le Monde* avant de critiquer *Le Monde*, au lieu de se vautrer dans une écœurante « déchéance morale » ?

Mais le nouveau patron de France Inter rassérène ses troupes : il est bien sûr parfaitement conscient que l'actionnaire de France Inter est le bon peuple de France, et non le président sous qui il est devenu roi des ondes. On l'a donc mal compris : cela, nous le savons, lui arrive parfois. (Ainsi, lorsqu'il avait portraituré les adhérents de l'association France-Palestine en « gros connards » antisémites, d'aucuns, on se le rappelle, avaient



sottement supposé qu'il voulait parler des adhérents de l'association France-Palestine : il avait été obligé de rectifier – jurant que tel n'était bien sûr pas le cas.)

En dépit de cette – rassurante – dénégation : le caustique humoriste Stéphane Guillon ose railler, à l'antenne de France Inter, où il dispose d'une chronique matinale quotidienne, ce qu'il s'obstine à considérer comme une regrettable confusion entre l'actionnaire de France Inter et le chef de l'État français.

Son nouveau directeur juge cet humour « inacceptable », et s'emporte : Stéphane Guillon, qui par coïncidence déplâit souverainement à Sarkozy, « a privatisé l'antenne à deux jours de la première de son spectacle », lance Val au cours d'une réunion avec la société des journalistes de la station, et ce n'est absolument pas tolérable.

Bien entendu, Stéphane Guillon n'a rien privatisé du tout : ce n'est pas comme s'il avait, par exemple, fait chez Yves Calvi, dans un studio voisin du sien, la promotion effrénée d'un de ses livres, coédité par France Inter. L'humoriste a simplement tenu sa chronique, tout comme Val l'a fait avant lui durant de longues années.

Mais ses jours sont comptés, et il est finalement viré au mois de juin 2010, en même temps que l'autre « humoriste » des matins de France Inter, Didier Porte : leur éviction est encore l'un de ces moments où se vérifie que Val, au fil des ans, a décidément beaucoup varié, et que ses avis sur la vie ont très considérablement évolué.

*Flashback* : le 14 novembre 2007, six mois après l'élection de Sarkozy à la chefferie de l'État français, l'hebdomadaire *Charlie Hebdo* publie un éditorial sobrement titré « Enculé président ».

Son auteur, Philippe Val, évoque ce qu'il appelle une « scène fondatrice du sarkozysme » : celle où un marin-pêcheur en colère du Guilvinec a interpellé le nouveau « président » en le traitant d'« enculé », puis « où le président de la République, menton en l'air, les deux mains en avant, les doigts pliés et dépliés en signe d'invite, lui » a répondu : « Attends, attends, descends, toi là... »

Val demande : « À quoi réagit ainsi le président ? »

Val répond : « À l'insulte "enculé". »

Val se gausse : en principe, explique-t-il, « on attend d'un président de la République qu'il défende l'honneur et la réputation de tous les Français, y compris de ceux qui trouvent ni

plus ni moins indigne de se faire enculer que d'enculer ». Mais là, observe le patron de *Charlie Hebdo*, ce n'est pas du tout ce qui s'est passé : « Par sa réaction à ce qui n'est une insulte que dans la bouche des imbéciles, le président s'est idéologiquement rangé du côté de son interlocuteur », comme s'il lui disait : « Tu as raison, ceux qui se font enculer sont dégoûtants, et si tu me prends pour l'un d'eux je te casse la gueule. »

Deux ans après avoir écrit ce coruscant éditorial, Val devient directeur de France Inter, avec la bénédiction du président dont il déplorait en 2007 qu'il ne défende pas suffisamment « l'honneur de ceux qui trouvent ni plus ni moins indigne de se faire enculer que d'enculer », et envers qui, dès lors, il se montre beaucoup moins caustique – et lorsqu'en mai 2010 Didier Porte, à l'antenne de France Inter, fait dire à un Dominique de Villepin imaginaire « j'encule Sarkozy », Val réagit en admonestant rudement l'effronté chroniqueur, puis en le virant : par cette réaction à l'emploi d'un mot dont il avait lui-même relevé, deux ans auparavant, qu'il n'était une insulte que dans la bouche des imbéciles, Val donne assez nettement l'impression, à l'aune des critères qu'il avait alors

lui-même définis, de faire passer dans l'opinion le message que ceux qui se font enculer sont dégoûtants – un peu comme s'il s'était idéologiquement rangé du côté du chef de l'État français.

Et il est vrai que le contraste peut paraître quelque peu saisissant, entre le Val qui, devenu sous Sarkozy patron de France Inter, licencie en juin 2010 les humoristes Stéphane Guillon et Didier Porte, et le Val qui, patron de *Charlie Hebdo*, rédigeait en 2007 de bouleversantes plaidoiries pour la liberté d'expression, jurant que « tout ce qui pourrait prêter à controverse » pouvait et devait être librement dit, et qui écrivait par exemple : « À chaque fois que l'on recule, à chaque fois que l'on est prudent ou responsable à l'intérieur de nos États de droit, on perd l'estime de ceux qui nous font reculer, ils ne font que nous mépriser car devant eux, nous piétinons nos propres valeurs. »

Mais rappelons-nous : ce sont les autres, qui ont changé.

Val, lui, est resté fidèle à ses convictions.





*Sébastien FONTENELLE,*  
Même pas drôle,  
Philippe Val de *Charlie Hebdo* à Sarkozy

*Édition préparée*  
*par Charlotte DUGRAND,*  
*Bruno BARTKOWIAK*  
*et Nicolas NORRITO*

*Design graphique et maquette*  
*par LE STUDIO AMÉRICAIN, Toulouse*  
*[www.le-studio-americaain.com](http://www.le-studio-americaain.com)*

*Éditions Libertalia*  
*21 ter, rue Voltaire, 75011 Paris*  
*[www.editionslibertalia.com](http://www.editionslibertalia.com)*  
*Indicatif éditeur : 978-2-9528292*

*Reproduit et achevé d'imprimer  
par l'imprimerie Trois-A  
à Quincy-sous-Sénart, le 5 septembre 2010  
Premier tirage : 3000 exemplaires  
Dépôt légal : 3<sup>e</sup> trimestre 2010*

*Imprimé en France*